

Banque HSBC Canada

Rapport intermédiaire du deuxième trimestre de 2020

Performance de la Banque HSBC pour le deuxième trimestre de 2020

Trimestre clos le 30 juin 2020

Total du résultat d'exploitation		Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		Bénéfice (perte) attribuable à l'actionnaire ordinaire	
502 M\$	↓ 7,9 %	8 M\$	↓ 95 %	(8) M\$	↓ 107 %
(545 M\$ en 2019)		(168 M\$ en 2019)		(112 M\$ en 2019)	

Semestre clos le 30 juin 2020

Total du résultat d'exploitation		Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		Bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire	
1 048 M\$	↓ 3,9 %	87 M\$	↓ 78 %	46 M\$	↓ 83 %
(1 090 M\$ en 2019)		(397 M\$ en 2019)		(270 M\$ en 2019)	

Au 30 juin 2020

Total de l'actif		Ratio des capitaux propres de catégorie 1 ¹	
124,6 G\$	↑ 17 %	12,3 %	↑ 100 pb
(106,6 G\$ au 31 déc. 2019)		(11,3 % au 31 déc. 2019)	

En guise de commentaire sur les résultats, Sandra Stuart, présidente et chef de la direction de la Banque HSBC Canada, a fait la déclaration suivante :

« Ces temps de pandémie sont exceptionnels et nos résultats pour la période ne sont pas ceux que nous obtenons habituellement. De fait, nos provisions estimatives pour les pertes sur prêts ont fortement augmenté à cause du contexte macroéconomique. En dépit des énormes défis que pose la COVID-19, certains facteurs sont encourageants. Dans ce premier trimestre complet où l'incidence de la COVID-19 s'est fait sentir, les dépôts des clients de tous nos secteurs d'activité ont affiché une forte hausse. Le résultat d'exploitation du secteur des Services bancaires internationaux et marchés s'est renforcé. Le secteur des Services aux entreprises a également vu ses prêts augmenter en regard d'il y a un an, et ses produits n'ont que peu baissé. Pour ce qui est de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, le solde de la relation globale des clients² a enregistré une croissance record.

Malgré les circonstances, nous avons offert de bons services à notre clientèle, avons soutenu notre personnel, avons maintenu une excellente position en matière de liquidité et de fonds propres et, grâce à une gestion des coûts empreinte de rigueur, nous avons poursuivi nos investissements, consolidant ainsi les bases d'une forte croissance à venir.

Après 40 ans au service de la HSBC, je prendrai ma retraite sous peu, passant le flambeau à celle qui me succédera, Linda Seymour, et qui, grâce à sa vaste expérience et à sa compétence ainsi qu'au soutien de toute l'équipe de direction, continuera d'aider nos employés et nos clients à traverser la crise qui sévit actuellement. »

- ¹ Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS » figurant dans le rapport de gestion pour une description des mesures financières non conformes aux IFRS.
- ² Le solde de la relation globale des clients se compose des soldes des prêts, des dépôts et des comptes de gestion de patrimoine.

Principaux prix et distinctions

Distinction sectorielle – Prix de réalisation pour l'équité en matière d'emploi

Gouvernement du Canada (2016 - 2019)

Chef de file des banques canadiennes en matière de RMB

Prix The Asset Triple A pour la gestion de trésorerie, le commerce international et la gestion de la chaîne d'approvisionnement et du risque (2018-2020)

Palmarès des 50 entreprises les plus socialement responsables au Canada

Corporate Knights (2012 - 2020)

Table des matières du rapport intermédiaire

En bref	1
Rapport de gestion	3
États financiers consolidés	43
Notes annexes	48
Renseignements à l'intention des actionnaires	57

Nos secteurs d'activité mondiaux^{1, 2}

Notre modèle d'exploitation s'articule autour de trois secteurs d'activité mondiaux et d'un centre général qui bénéficient du soutien de la division Opérations, services et technologie de la HSBC et de 11 fonctions mondiales.

Services aux entreprises (« SE »)

Nous offrons aux entreprises clientes des produits et services bancaires afin de les aider à mener leurs activités et à croître. Notre clientèle hautement diversifiée va des petites entreprises aux grandes sociétés internationales.

Services bancaires internationaux et marchés (« SBIM »)

Nous fournissons des produits et services financiers aux grandes sociétés, aux administrations publiques et aux institutions. Nos nombreux produits et solutions peuvent être regroupés et personnalisés afin de répondre aux objectifs spécifiques des clients, et ce, qu'il s'agisse de la mobilisation de capitaux sur les marchés primaires des titres de créance et des actions, du commerce international ou du financement des comptes clients.

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP »)²

Nous offrons à tous les Canadiens une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur offre aussi un volet international avec une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés.

Trimestre clos le 30 juin 2020

Total du résultat d'exploitation

229 M\$	↓ 9,8 %	101 M\$	↑ 17 %	180 M\$	↓ 11 %
(254 M\$ en 2019)		(86 M\$ en 2019)		(203 M\$ en 2019)	

Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat

(14) M\$	↓ 111 %	27 M\$	↓ 27 %	14 M\$	↓ 26 %
(124 M\$ en 2019)		(37 M\$ en 2019)		(19 M\$ en 2019)	

Semestre clos le 30 juin 2020

Total du résultat d'exploitation

495 M\$	↓ 2,8 %	177 M\$	↓ 1,1 %	387 M\$	↓ 3,5 %
(509 M\$ en 2019)		(179 M\$ en 2019)		(401 M\$ en 2019)	

Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat

33 M\$	↓ 89 %	46 M\$	↓ 48 %	43 M\$	↑ 10 %
(291 M\$ en 2019)		(88 M\$ en 2019)		(39 M\$ en 2019)	

Au 30 juin 2020

Actifs des clients³

29,6 G\$	↓ 2,1 %	6,1 G\$	↑ 6,8 %	30,4 G\$	↑ 3 %
(30,2 G\$ au 31 déc. 2019)		(5,7 G\$ au 31 déc. 2019)		(29,5 G\$ au 31 déc. 2019)	

¹ Nous gérons nos activités et en déclarons les résultats en fonction de trois secteurs d'activité mondiaux. Les résultats consolidés de la Banque HSBC Canada présentés à la page précédente englobent également ceux du centre général (voir la page 17 du rapport de gestion pour obtenir de plus amples renseignements à ce sujet). Les résultats correspondants du centre général sont les suivants : total de la perte d'exploitation - 8 M\$ pour le trimestre et 11 M\$ pour le semestre (total du résultat d'exploitation - 2 M\$ pour le trimestre et 1 M\$ pour le semestre en 2019), bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat - perte de 19 M\$ pour le trimestre et de 35 M\$ pour le semestre (perte de 12 M\$ pour le trimestre et 21 M\$ pour le semestre en 2019) et actifs des clients - néant (néant en 2019).

² Au deuxième trimestre de 2020, nous avons apporté deux changements à nos secteurs isolables. Premièrement, nous avons réaffecté les activités de gestion du bilan du secteur « centre général » aux secteurs d'activité mondiaux de sorte à assurer une corrélation plus étroite entre les produits et charges et les secteurs qui génèrent de telles activités ou qui y ont recours; par conséquent le « centre général » n'est plus considéré comme un secteur d'activité. Tous les chiffres correspondants ont été retraités. Deuxièmement, afin de simplifier notre structure organisationnelle matricielle, le Groupe HSBC Holdings (le « Groupe HSBC ») a regroupé les Services bancaires de détail et gestion de patrimoine et les Services de banque privée de sorte à former l'une des plus grandes entreprises de gestion de patrimoine au monde, soit Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. En conséquence, le nom de notre secteur d'activité mondial des services bancaires de détail et gestion de patrimoine (« SBDGP ») a été changé pour celui de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP »). La Banque HSBC Canada n'avait pas de secteur d'activité distinct offrant des services de banque privée et c'est pourquoi le changement de structure n'a donné lieu à aucune modification de l'actif, du passif, des produits ou des charges qui, auparavant, étaient attribuables au secteur des SBDGP. Pour plus de détails, il y a lieu de se reporter à la note 4 des états financiers consolidés résumés intermédiaires du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020.

³ Les actifs des clients comprennent les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Table des matières du rapport de gestion

	Page
Base d'établissement	3
Mise en garde concernant les énoncés prospectifs	3
À propos de la HSBC	4
Répercussions de la COVID-19 et notre réaction	4
Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS	6
Faits saillants financiers	7
Performance financière	8
Évolution de la situation financière	13
Secteurs d'activité mondiaux	14
Sommaire de la performance trimestrielle	18
Survol et perspectives économiques	19
Faits nouveaux en matière de réglementation	20
Questions comptables	21
Arrangements hors bilan	21
Instruments financiers	22
Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière	22
Transactions avec des parties liées	22
Risques	2
Capital	41
Actions en circulation et dividendes	42

Base d'établissement

La Banque HSBC Canada, ainsi que ses filiales (collectivement, la « banque », « nous », « notre »), est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (« HSBC Holdings »). Dans le présent rapport de gestion, le Groupe HSBC Holdings est désigné comme le « Groupe HSBC » ou le « Groupe ».

Le présent rapport de gestion a pour but de permettre aux lecteurs d'évaluer notre situation financière et nos résultats d'exploitation du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020, en comparaison avec ceux des périodes correspondantes de l'exercice précédent. Ce rapport de gestion devrait être lu à la lumière de nos états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités et des notes annexes du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020 (les « états financiers consolidés ») ainsi que du *Rapport et états financiers annuels 2019*. Ce rapport de gestion est daté du 24 juillet 2020, date à laquelle notre conseil d'administration a approuvé les états financiers consolidés et le rapport de gestion. Les « notes » dont il est question tout au long de ce rapport de gestion renvoient aux notes annexes des états financiers consolidés du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020.

La banque a établi ses états financiers consolidés selon la Norme comptable internationale (« IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« l'IASB »), et ces états devraient être lus en parallèle avec les états financiers consolidés annuels audités de 2019 de la banque. Ces derniers ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), comme l'exige le paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*. Certaines sections du présent rapport de gestion, soit celles marquées d'un astérisque (*), font partie intégrante des états financiers consolidés ci-joints. Les abréviations « M\$ » et « G\$ » signifient millions et milliards de dollars canadiens, respectivement. À

moins d'indication contraire, tous les montants des tableaux sont exprimés en millions de dollars.

Nos documents d'information continue, dont les documents intermédiaires et annuels que nous déposons, sont disponibles par voie d'un lien sur le site de la banque, au www.hsbc.ca. Ces documents ainsi que la notice annuelle de la banque peuvent également être consultés sur le site des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, au www.sedar.com. Il est possible d'obtenir tous les renseignements sur les activités et les résultats financiers de HSBC Holdings et du Groupe HSBC, ce qui englobe la Banque HSBC Canada, de même que toutes les informations destinées aux investisseurs, dont des exemplaires du *Rapport et états financiers annuels 2019* de HSBC Holdings, sur le site www.hsbc.com. Les informations figurant sur ces sites ou qui sont accessibles par leur intermédiaire ne font pas partie intégrante du présent rapport.

Mise en garde concernant les énoncés prospectifs

Le présent document renferme des informations prospectives, dont des énoncés concernant les activités et projets futurs de la banque. Ces énoncés se caractérisent par le fait qu'ils ne reposent pas strictement sur des données ou événements passés ou en cours. Des énoncés prospectifs renferment souvent des termes ou expressions comme « prévoir », « estimer », « s'attendre à », « projeter », « avoir l'intention de », « planifier » et « croire », ainsi que des mots ou expressions similaires qui sont employés pour décrire le rendement financier ou opérationnel à venir. De par leur nature même, ces énoncés nous obligent à poser plusieurs hypothèses et sont assujettis à divers risques et incertitudes qui leur sont inhérents et qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent sensiblement de ceux envisagés dans les énoncés prospectifs. Nous prions le lecteur de ne pas se fier indûment à ces énoncés puisque de nombreux facteurs de risque pourraient donner lieu à des résultats réels nettement différents des attentes exprimées par les énoncés. Dans le rapport de gestion figurant dans le *Rapport et états financiers annuels 2019*, la rubrique « Gestion des risques » décrit les principaux risques auxquels la banque est exposée, risques qui, s'ils ne sont pas gérés comme il se doit, pourraient influencer grandement sur ses résultats financiers à venir. Ces risques comprennent les risques de crédit, de liquidité et de financement ainsi que de marché, le risque lié à la résilience, le risque de non-conformité à la réglementation, le risque lié aux crimes financiers, le risque lié aux modèles et le risque lié à la caisse de retraite. Les autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent nettement des attentes exprimées par les énoncés prospectifs comprennent la conjoncture économique dans son ensemble et les conditions de marché, les politiques budgétaires et monétaires, les modifications des lois, de la réglementation et de l'approche de supervision, le degré de concurrence et les technologies de rupture, les modifications de nos notations de crédit, le risque lié aux changements climatiques, la transition visant les taux interbancaires offerts (« TIO »), les changements touchant les normes comptables, les changements de taux d'imposition, de lois et règlements fiscaux et leur interprétation par les autorités fiscales, notre capacité de recruter, de perfectionner et de retenir du personnel clé, le risque de fraude de la part d'employés ou d'autres parties, les transactions non autorisées et réalisées par le personnel et l'erreur humaine. Malgré les plans d'urgence que nous avons instaurés afin d'assurer notre résilience advenant des perturbations opérationnelles à la fois prolongées et majeures, notre capacité d'exercer nos activités pourrait souffrir d'une

défaillance dans les infrastructures qui soutiennent nos activités et les collectivités avec lesquelles nous faisons des affaires, incluant, sans toutefois s'y limiter, une défaillance provoquée par une urgence de santé publique, une catastrophe écologique ou un acte terroriste. La rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du *Rapport et états financiers annuels 2019* renferme une description de ces facteurs de risque. Nous tenons à aviser le lecteur que la liste des facteurs de risque présentée ci-dessus n'est pas exhaustive et qu'il se peut que d'autres incertitudes et facteurs éventuels non mentionnés aux présentes nuisent à nos résultats et à notre situation financière. Tout énoncé prospectif paraissant dans ce document n'est valable qu'en date de celui-ci. Nous ne nous engageons nullement à réviser, à mettre à jour ou à modifier les énoncés prospectifs en raison de nouvelles informations, d'événements ultérieurs ou d'autres circonstances, et nous déclinons expressément toute obligation de le faire, sauf dans la mesure où les lois pertinentes sur les valeurs mobilières nous y contraignent.

À propos de la HSBC

La Banque HSBC Canada est le chef de file des banques internationales au pays. Nous aidons des entreprises et des particuliers partout au Canada à faire des affaires et à gérer leurs finances au pays et à l'échelle mondiale par l'entremise de trois secteurs d'activité mondiaux, soit les Services aux entreprises, les Services bancaires internationaux et marchés et Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers¹. Aucune autre banque internationale n'est aussi présente que nous sur le marché canadien, et aucune autre banque canadienne ne possède notre présence internationale.

Le Canada contribue grandement à la stratégie de croissance du Groupe HSBC et joue un rôle clé dans les efforts que celui-ci déploie pour seconder ses clients et favoriser leur croissance, tirant ainsi parti de sa présence dans tous les grands corridors commerciaux, dont ceux en Amérique du Nord, ce qui englobe les États-Unis et le Mexique, et ceux de la Chine.

Le siège social de HSBC Holdings plc, société mère du Groupe HSBC, est situé à Londres. Le Groupe HSBC-ci sert des clients du monde entier à partir de ses bureaux répartis dans 64 pays et territoires en Europe, en Asie, dans les Amériques, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Avec des actifs totalisant 2 923 G\$ US au 30 juin 2020, il est l'un des plus importants groupes de services bancaires et financiers au monde.

Tout au long de notre existence, nous avons toujours cherché à être là où se trouve la croissance, accompagnant nos clients pour qu'ils saisissent les occasions, contribuant à l'essor des entreprises et à la prospérité économique et aidant les gens à concrétiser leurs aspirations et à réaliser leurs rêves et leurs ambitions.

Les actions de HSBC Holdings sont inscrites à la cote des bourses de Londres, de Hong Kong, de New York, de Paris et des Bermudes. Elles sont négociées à la Bourse de New York sous forme de certificats américains d'actions étrangères.

1. Au deuxième trimestre de 2020, le Groupe HSBC Holdings (le « Groupe HSBC ») a regroupé les Services bancaires de détail et gestion de patrimoine et les Services de banque privée de sorte à former l'une des plus grandes entreprises de gestion de patrimoine au monde, soit Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. En conséquence, le nom de notre secteur d'activité mondial des services bancaires de détail et gestion de patrimoine (« SBDGP ») a été changé pour celui de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP »). La Banque HSBC Canada n'avait pas de secteur d'activité distinct offrant des services de banque privée et c'est pourquoi le changement de structure n'a donné lieu à aucune modification de l'actif, du passif, des produits ou des charges qui, auparavant, étaient attribuables au secteur des SBDGP. Pour plus de détails, il y a lieu de se reporter à la note 4 des états financiers consolidés résumés intermédiaires du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020.

Répercussions de la COVID-19 et notre réaction

La pandémie de COVID-19 a eu et continue d'avoir de lourdes conséquences pour les gens, les entreprises, les collectivités et les économies partout dans le monde. Notre priorité demeure la sécurité de nos employés et de nos clients. Par ailleurs, de nombreux facteurs inhérents à cette pandémie et son incidence sur l'économie mondiale nuisent fortement aux institutions financières telles que la Banque HSBC Canada.

Au pays, le gouvernement a imposé des restrictions quant aux déplacements de la population et à l'interaction sociale dès le début de mars, ce qui a eu des répercussions majeures sur l'activité économique. Même si certaines restrictions commencent à être levées pour divers secteurs, il demeure impossible de prévoir quels changements y seront apportés en 2020, et nous continuons de surveiller de près l'évolution de la situation.

Clients, employés et collectivités

Au Canada, les services bancaires sont considérés comme des services essentiels et, depuis la mi-mars, nous menons nos activités en accord avec notre plan de continuité des opérations afin d'assurer le maintien des services aux clients de tous nos secteurs d'activité. Cherchant à réduire le risque et à limiter l'étendue et les répercussions de cette crise sanitaire publique, 90 % de notre personnel hors succursales travaille depuis la maison grâce à de nouvelles solutions technologiques.

Afin de réduire le stress supplémentaire que crée, chez notre personnel, l'isolement dans de telles circonstances, nous avons grandement accru nos outils de soutien au mieux-être, dont ceux en santé mentale. Dans le cas des employés qui se doivent d'être sur place pour s'acquitter de fonctions critiques, nous continuons d'appliquer des mesures de précaution, dont un nettoyage accru, des écrans protecteurs en acrylique, la réduction des heures d'ouverture des succursales ainsi que des procédés de contrôle et de surveillance à l'entrée des clients. Nous nous assurons que nos emplacements répondent aux exigences, mais nous nous efforçons aussi de composer avec l'utilisation nettement accrue que font nos clients de tous nos canaux numériques et de nos centres d'appels. Nous communiquons régulièrement avec nos clients, qu'il s'agisse de particuliers, d'entreprises ou de grandes sociétés, afin de les informer de nos programmes de services et de les aider à gérer les conséquences de cette crise sur leurs finances.

Pour nous, il est très important de soutenir nos clients qui pourraient éprouver des difficultés financières dans ces circonstances sans précédent, et tous nos secteurs d'activité sont à pied d'œuvre afin de leur offrir des solutions flexibles. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque de crédit », page 22, pour obtenir plus de détails sur les programmes d'allègement que nous offrons à notre clientèle.

Enfin, en réaction à la COVID-19, nous avons notamment fait un don de 500 000 \$ à Banques alimentaires Canada, au Club des petits déjeuners du Canada et à Centraide, ciblant les besoins qui se sont manifestés presque immédiatement, dont ceux relevant de l'insécurité alimentaire, afin d'aider les plus vulnérables de notre société. Au deuxième trimestre, nous avons également donné 500 000 \$ à la BC Children's Hospital Foundation, à l'Alberta Children's Hospital Foundation, à The Hospital for Sick Children (« SickKids ») et à la Fondation de l'Hôpital de Montréal pour enfants en guise de soutien à la recherche en santé, aux soins des patients et aux besoins urgents engendrés par la COVID-19.

Organismes de réglementation et gouvernements

La Banque du Canada et le gouvernement fédéral ont mis sur pied plusieurs programmes afin d'offrir un soutien financier aux secteurs de l'économie les plus durement touchés par l'écllosion de COVID-19. Comme nous entendons jouer notre rôle dans la reprise économique au pays, nous participons activement à ces programmes et aidons nos clients à s'en prévaloir lorsque cela convient. Ces programmes comprennent les suivants :

- Le programme Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes (« CUPEC ») dans le cadre duquel le financement d'Exportation et développement Canada (« EDC ») sert à octroyer des prêts sans intérêt pouvant atteindre 40 000 \$ aux petites entreprises et organismes à but non lucratif admissibles afin de compenser leurs pertes de revenus liées à la COVID-19. Ces prêts sont financés par le gouvernement du Canada et ne nous exposent nullement au risque de crédit. Au 30 juin 2020, l'encours des prêts que nos clients avaient obtenus aux termes du CUPEC était de 153 M\$.
- Le Programme de crédit aux entreprises (« PCE »), qui regroupe les programmes de soutien de la Banque de développement du Canada (« BDC ») et d'EDC.
 - En vertu du programme d'EDC, la banque fournit aux moyennes et grandes entreprises admissibles des prêts pouvant atteindre 6,25 M\$ sous forme de nouveaux crédits à l'exploitation et de prêts à terme sur liquidités afin qu'elles puissent combler leurs besoins de liquidités à court terme. Ces prêts doivent servir à régler certaines charges d'exploitation et sont garantis à 80 % par EDC. Nous inscrivons les prêts consentis dans le cadre de ce programme à notre bilan consolidé. Au 30 juin 2020, nos clients avaient obtenu des garanties financières totalisant 28 M\$.
 - Aux termes du programme de la BDC, la banque et la BDC fournissent conjointement aux entreprises admissibles des prêts d'un montant maximal de 6,25 M\$ afin de satisfaire à leurs besoins de liquidités et d'exploitation. La BDC acquiert une participation de 80 % dans ces prêts, et cette portion a été décomptabilisée de notre bilan consolidé puisqu'elle répond aux critères de décomptabilisation d'actifs financiers énoncés dans IFRS 9. Au 30 juin 2020, nos clients avaient obtenu des prêts totalisant 9 M\$.

Pour plus de détails sur les faits nouveaux en matière de réglementation, il y a lieu de se reporter à la rubrique du présent rapport de gestion qui en traite, page 20.

Incidence sur les risques

Nous avons également pris en compte l'incidence de cette crise sur le risque lié aux crimes financiers et sur la conformité à la réglementation. Ainsi, durant cette période fort difficile, la banque ne relâche pas sa vigilance à l'égard de ses contrôles des risques puisque, dans de telles circonstances, les activités malveillantes, telles les cyberattaques et les fraudes, ont tendance à augmenter.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du *Rapport et états financiers annuels 2019* pour une description de la façon dont la banque gère les risques à tous les échelons de l'organisation et pour tous les types de risques, rubrique qui indique les principes, politiques et pratiques clés dont nous nous servons pour gérer les risques importants, et ce, qu'ils soient financiers ou ne le soient pas.

Incidence sur les résultats financiers

Dans la première moitié de 2020, les pertes de crédit attendues, d'un montant de 330 M\$, ont découlé essentiellement de la détérioration des données économiques prospectives ayant servi à les calculer, ce qui est décrit plus en détail à la rubrique « Risque de crédit », page 22, du présent rapport de gestion. De plus, la faiblesse des taux d'intérêt nuit toujours aux produits d'intérêts nets. L'épidémie de COVID-19 devrait continuer de perturber l'activité économique mondiale et pourrait davantage nuire aux activités et aux résultats d'exploitation de la Banque HSBC Canada.

Face à cette situation, la banque a haussé ses niveaux de fonds propres et de liquidité. Les ratios les concernant sont nettement supérieurs aux ratios minimums que la réglementation lui impose, et nous veillerons encore à les gérer avec soin. Par conséquent, son ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 était de 12,3 % au 30 juin 2020, contre 11,3 % au 31 décembre 2019, et son ratio de liquidité à court terme du trimestre clos le 30 juin 2020 se situait à 193 %, par rapport à 140 % pour le trimestre clos le 31 décembre 2019.

La Banque HSBC Canada fait partie de l'un des plus grands groupes bancaires au monde. Le Canada est un marché international clé pour la HSBC, les actifs totalisant 125 G\$ au pays et 2 923 G\$ US à l'échelle mondiale au 30 juin 2020. La position de la HSBC en matière de capital, de financement et de liquidité est excellente, et c'est avec ardeur que nous continuerons de soutenir l'économie canadienne, notre clientèle et la population en général en ces temps difficiles et au fil de la reprise.

Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS

Pour évaluer sa performance, la banque utilise notamment des mesures financières dérivées des résultats qu'elle publie. Or, ces mesures ne sont ni présentées dans les états financiers consolidés ni définies aux termes des IFRS. Elles sont considérées comme non conformes aux IFRS; il est donc improbable qu'elles soient comparables à des mesures semblables présentées par d'autres entreprises. Les mesures financières non conformes aux IFRS suivantes comprennent les soldes moyens, et les chiffres annualisés de l'état du résultat net, tel qu'il est indiqué, sont utilisés tout au long du présent document.

Le **rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire** correspond au bénéfice attribuable à l'actionnaire ordinaire annualisé de la période divisé par la moyenne¹ des capitaux propres ordinaires.

Le **rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques** correspond au bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat annualisé de la période divisé par la moyenne¹ des actifs pondérés en fonction des risques.

Le **levier d'exploitation** s'entend de l'écart entre le taux de variation du résultat d'exploitation et celui des charges d'exploitation.

La **marge d'intérêts nette** désigne les produits d'intérêts nets exprimés en pourcentage annualisé de la moyenne¹ des actifs productifs d'intérêts.

La **variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues² annualisée et exprimée en pourcentage de la moyenne¹ du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La **variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations** s'entend de la variation des pertes de crédit attendues² annualisée sur les actifs de stade 3 et exprimée en pourcentage de la moyenne¹ du montant brut des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

Le **total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances et des acceptations de stade 3** s'entend du total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues² sur les prêts et avances à des clients et les engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3 exprimé en pourcentage des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations de stade 3.

Les **sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances à des clients et des acceptations** correspondent aux sorties du bilan nettes annualisées et exprimées en pourcentage de la moyenne¹ du montant net des prêts et avances à des clients et des engagements de clients en contrepartie d'acceptations.

La mesure financière supplémentaire qui suit, laquelle est établie à partir des chiffres calculés selon les IFRS, est utilisée tout au long du présent document.

Le **ratio d'efficience** correspond au total des charges d'exploitation exprimé en pourcentage du total du résultat d'exploitation.

- 1 La marge d'intérêts nette est calculée à l'aide des soldes moyens quotidiens. Toutes les autres mesures financières mettent en jeu des soldes moyens qui sont établis à l'aide des soldes à la clôture du trimestre.*
- 2 La variation des pertes de crédit attendues a essentiellement trait aux prêts, aux acceptations et aux engagements.*

Faits saillants financiers

(en millions de dollars, sauf indication contraire)	Notes	Trimestre clos le		Semestre clos le	
		30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019
Performance financière de la période					
Total du résultat d'exploitation		502	545	1 048	1 090
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		8	168	87	397
Bénéfice/(perte) attribuable à l'actionnaire ordinaire		(8)	112	46	270
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)		(190)	(40)	(330)	(28)
Charges d'exploitation		(304)	(337)	(631)	(665)
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)		(0,01)	0,22	0,09	0,54
Mesures financières (%)					
	1				
Rendement des capitaux propres moyens attribuables à l'actionnaire ordinaire		(0,6)	9,1	1,7	11,2
Rendement de la moyenne des actifs pondérés en fonction des risques	2	0,1	1,6	0,4	1,9
Ratio d'efficience		60,6	61,8	60,2	61,0
Levier d'exploitation		1,9	(5,3)	1,3	(3,9)
Marge d'intérêts nette		0,93	1,40	1,12	1,45
Variation des pertes de crédit attendues en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations		1,13	0,26	0,99	0,09
Variation des pertes de crédit attendues sur les prêts et avances et les acceptations de stade 3 en pourcentage de la moyenne du montant brut des prêts et avances et des acceptations		0,32	0,10	0,27	0,06
Total de la correction de valeur pour pertes de crédit attendues de stade 3 en pourcentage du montant brut des prêts et avances à des clients et des acceptations de stade 3		43,6	29,0	43,6	29,0
Sorties du bilan nettes en pourcentage de la moyenne des prêts et avances et des acceptations		0,10	0,08	0,11	0,09

	Notes	Au	
		30 juin 2020	31 déc. 2019
Situation financière à la clôture de la période			
Total de l'actif		124 621	106 571
Prêts et avances à des clients		62 263	61 922
Comptes des clients		71 704	62 889
Ratio des prêts et avances à des clients en pourcentage des comptes des clients (%)	1	86,8	98,5
Capitaux propres attribuables à l'actionnaire ordinaire		5 619	5 009
Mesures financières non conformes aux IFRS qui concernent le capital, le levier et la liquidité			
	2		
Ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (%)		12,3	11,3
Ratio du capital de catégorie 1 (%)		14,8	13,9
Ratio du capital total (%)		17,1	16,4
Ratio de levier (%)		5,5	4,9
Actifs pondérés en fonction des risques (M\$)		43 731	42 080
Ratio de liquidité à court terme (%)		193	140

1 Il y a lieu de se reporter à la rubrique intitulée « Utilisation de mesures financières non conformes aux IFRS » figurant dans le présent document pour une description des mesures financières non conformes aux IFRS.

2 La banque évalue l'adéquation de ses fonds propres en fonction de normes issues des lignes directrices émises par le BSIF conformément au cadre d'adéquation des fonds propres de Bâle III.

Performance financière

Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	249	319	567	642
Produits de commissions nets	178	174	356	330
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	47	33	73	81
Autres éléments de produits	28	19	52	37
Total du résultat d'exploitation	502	545	1 048	1 090
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit	(190)	(40)	(330)	(28)
Résultat d'exploitation net	312	505	718	1 062
Total des charges d'exploitation	(304)	(337)	(631)	(665)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	8	168	87	397
Charge d'impôt sur le résultat	(3)	(47)	(16)	(109)
Bénéfice de la période	5	121	71	288

Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent

La COVID-19 a eu de fortes répercussions sur la performance au deuxième trimestre et au premier semestre de 2020 puisque la volatilité des marchés, les réductions de taux par les banques centrales, le repli des prix du pétrole et le ralentissement des activités des clients ont entraîné un recul du résultat d'exploitation et ont accru les pertes de crédit attendues, ce qui a fait baisser le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat.

Tout au long de la période, nous avons avant tout cherché à aider nos clients existants, dont plusieurs ont été touchés par les mesures visant à maîtriser la pandémie, et à approfondir nos liens avec eux. Nous continuons de les aider à combler leurs besoins en fonds de roulement, leur offrant notamment de reporter leurs paiements afin qu'ils puissent traverser la crise actuelle et, grâce à diverses campagnes de promotion, leurs dépôts ont fortement augmenté.

Le résultat d'exploitation de 502 M\$ pour le trimestre et de 1 048 M\$ pour le semestre signale des baisses de 43 M\$, ou 7,9 %, et de 42 M\$, ou 3,9 %, respectivement. Le fait de maintenir un niveau plus élevé d'actifs hautement liquides qui génèrent de moins bons rendements et les réductions de taux pratiquées par les banques centrales ont affaibli les produits d'intérêts nets, facteur atténué par la hausse des prêts et des dépôts.

Tous les autres types de produits ont, en regard d'un an plus tôt, augmenté au deuxième trimestre. Les activités de négociation et de vente de l'unité Marchés sont demeurées fortes au cours du trimestre et, conjuguées à des variations favorables des évaluations du crédit et du financement, elles se sont traduites par une hausse des produits tirés des activités de négociation. Pour le semestre, ces produits ont été affaiblis par les variations défavorables des évaluations du crédit et du financement survenues au premier trimestre en lien avec la COVID-19. Les autres éléments de produits ont augmenté en raison

principalement de la progression des profits réalisés à la cession de placements financiers et à l'extinction de la dette associée aux débetures subordonnées qui ont été rachetées. Les produits de commissions nets ont monté par suite de l'accroissement des commissions de prise ferme des Services bancaires internationaux et marchés, de la hausse des commissions tirées des facilités de crédit qui a découlé de l'accroissement des volumes des acceptations bancaires des Services aux entreprises et de la progression des produits de commissions nets générés par les cartes et des produits de courtage en ligne de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers.

Comme les restrictions économiques liées à la COVID-19 ont débuté en mars, la banque a tenu compte de l'évolution défavorable des scénarios économiques prospectifs au moment d'établir ses résultats du premier trimestre. Le ralentissement économique initial a été brutal, et les données économiques prospectives de la banque se sont détériorées au deuxième trimestre. Combiné à la fragilisation du secteur de l'énergie, ce facteur s'est soldé par des charges supplémentaires au titre des pertes de crédit attendues de 190 M\$ pour le deuxième trimestre et de 330 M\$ pour le semestre. Les charges de 40 M\$ et de 28 M\$ constatées aux mêmes périodes de l'exercice précédent avaient résulté essentiellement du fait qu'il était alors prévu que la croissance du PIB ralentirait.

Le total des charges d'exploitation s'est allégé de 33 M\$, ou 9,8 %, pour le trimestre et de 34 M\$, ou 5,1 %, pour le semestre puisque nous avons géré nos coûts avec soin tout en effectuant des investissements stratégiques afin de faire croître nos secteurs d'activité, simplifier nos processus et offrir les services numériques que nos clients demandent.

En conséquence, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est dégagé à 8 M\$ pour le trimestre, en baisse de 160 M\$, ou 95 %, et à 87 M\$ pour le semestre, pour un recul de 310 M\$, ou 78 %.

Performance par élément de produits et de charges

Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent

Produits d'intérêts nets

Les produits d'intérêts nets ont diminué de 70 M\$, ou 22 %, pour le trimestre, ce qui reflète l'incidence du maintien de niveaux plus élevés d'actifs hautement liquides qui génèrent de moins bons rendements et la compression des marges en raison des réductions de taux par les banques centrales.

Les produits d'intérêts nets se sont affaiblis de 75 M\$, ou 12 %, pour le semestre à cause de ces mêmes facteurs.

Sommaire des produits d'intérêts par type d'actif

	Trimestre clos le						Semestre clos le					
	30 juin 2020			30 juin 2019			30 juin 2020			30 juin 2019		
	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement	Solde moyen	Produits d'intérêts	Taux de rendement
Note	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%
Fonds à court terme et prêts et avances à des banques	11 833	6	0,23	916	1	0,54	6 468	7	0,25	884	3	0,66
Prêts et avances à des clients	62 929	441	2,82	56 128	525	3,75	62 569	965	3,10	55 721	1 036	3,75
Prises en pension à des fins autres que de transaction	7 433	9	0,47	8 633	46	2,13	7 561	48	1,27	7 584	82	2,16
Placements financiers	24 429	74	1,21	25 487	127	2,00	24 214	175	1,45	25 077	255	2,05
Autres actifs productifs d'intérêts	1 478	—	0,08	733	4	2,07	1 304	3	0,48	686	7	2,15
Total des actifs productifs d'intérêts (A)	108 102	530	1,97	91 897	703	3,07	102 116	1 198	2,37	89 952	1 383	3,10
Actifs détenus à des fins de transaction et actifs financiers désignés comme étant à la juste valeur	4 109	9	0,91	6 773	29	1,77	4 075	25	1,23	5 785	54	1,90
Actifs non productifs d'intérêts	15 599	—	—	11 958	—	—	13 759	—	—	11 964	—	—
Total	127 810	539	1,69	110 628	732	2,66	119 950	1 223	2,06	107 701	1 437	2,69

1 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.

Sommaire des charges d'intérêts par type de passif et capitaux propres

	Trimestre clos le						Semestre clos le						
	30 juin 2020			30 juin 2019			30 juin 2020			30 juin 2019			
	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	Solde moyen	Charges d'intérêts	Coût	
Notes	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	M\$	M\$	%	
Dépôts effectués par des banques	2	1 535	1	0,35	982	1	0,26	1 335	2	0,31	924	1	0,25
Comptes des clients	3	63 145	149	0,95	54 293	214	1,58	60 188	344	1,15	53 717	413	1,55
Mises en pension à des fins autres que de transaction		5 169	5	0,39	10 452	53	2,02	6 932	43	1,26	9 209	94	2,05
Titres de créance émis et créances subordonnées		22 899	108	1,89	14 991	101	2,72	19 505	208	2,14	14 880	203	2,76
Autres passifs portant intérêt		3 121	18	2,38	2 139	15	2,67	2 683	34	2,58	2 134	30	2,80
Total des passifs portant intérêt (B)		95 869	281	1,18	82 857	384	1,86	90 643	631	1,40	80 864	741	1,85
Passifs détenus à des fins de transaction	1	2 993	6	0,80	4 063	17	1,74	2 761	15	1,11	3 141	28	1,82
Comptes courants ne portant pas intérêt		6 229	—	—	5 784	—	—	5 972	—	—	5 888	—	—
Total des capitaux propres et des autres passifs ne portant pas intérêt		22 719	—	—	17 924	—	—	20 574	—	—	17 808	—	—
Total		127 810	287	0,90	110 628	401	1,45	119 950	646	1,09	107 701	769	1,44
Produits d'intérêts nets (A-B)			249			319		567				642	

1 Les produits et charges d'intérêts sur les actifs et passifs détenus à des fins de transaction sont présentés dans les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction figurant à l'état consolidé du résultat net.

2 N'incluent que les dépôts effectués par des banques portant intérêt.

3 N'incluent que les comptes des clients portant intérêt.

Produits de commissions nets

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019
	M\$	M\$	M\$	M\$
Services à l'égard des comptes	17	18	33	33
Produits de courtage	3	2	7	4
Cartes	12	16	30	31
Facilités de crédit	77	76	155	147
Fonds sous gestion	46	49	94	94
Importations/exportations	2	3	4	6
Commissions d'agence d'assurance	2	2	3	3
Autres	11	11	25	23
Services de paiement	10	9	19	17
Prise ferme	18	13	29	20
Produits de commissions	198	199	399	378
Moins les charges de commissions	(20)	(25)	(43)	(48)
Produits de commissions nets	178	174	356	330

Les produits de commissions nets du trimestre se sont renforcés de 4 M\$, ou 2,3 %. Cette hausse a découlé de la progression des commissions de prise ferme du secteur des Services bancaires internationaux et marchés. Quant à Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers, les produits de commissions nets ont augmenté, les charges de commissions ayant reculé en raison de la baisse des volumes de transactions, ce qui a été atténué par la diminution des commissions tirées de la moyenne des fonds sous gestion qu'a causée une mauvaise conjoncture de marché. Le ralentissement des activités des clients a réduit les produits de commissions provenant des cartes de crédit de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers et des Services aux entreprises.

Pour le semestre, les produits de commissions nets se sont renforcés de 26 M\$, ou 7,9 %. Cette amélioration a découlé de la hausse des commissions de prise ferme du secteur des Services bancaires internationaux et marchés, de l'accroissement des commissions tirées des facilités de crédit qu'a permis l'élargissement des volumes des acceptations bancaires du secteur des Services aux entreprises ainsi que du recul des charges de commissions et de la montée des produits de courtage en ligne du secteur de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers.

Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019
	M\$	M\$	M\$	M\$
Activités de négociation	27	19	64	47
Ajustements d'évaluation de crédit et de débit et ajustements de la juste valeur liés au financement	15	1	(7)	5
Produits d'intérêts nets sur les activités de négociation	3	12	10	26
Inefficacité des couvertures	2	1	6	3
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	47	33	73	81

Les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction ont augmenté de 14 M\$, ou 42 %, pour le trimestre, ce qui est imputable à des variations favorables des ajustements de crédit et des ajustements de la juste valeur liés au financement, variations ayant essentiellement résulté de la contraction des écarts de crédit et du fait que les marchés ont été moins volatils durant ce trimestre. Les activités de négociation de la sous-division chargée des taux ainsi que celles de gestion du bilan se sont intensifiées, ce qui a été contrebalancé en partie par une baisse des volumes des ventes de produits de change. Le repli des produits d'intérêts nets sur les activités de négociation attribuable à la composition des produits a également accentué la baisse précitée.

Les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction ont fléchi de 8 M\$, ou 9,9 %, pour le semestre à cause du repli des produits d'intérêts nets sur les activités de négociation, repli imputable à la composition des produits. Les variations défavorables des ajustements de crédit et des ajustements de la juste valeur liés au financement, variations provenant principalement de l'élargissement des écarts de crédit et de la volatilité des marchés en raison de la COVID-19 au premier trimestre, ont également contribué à ce fléchissement. Ce facteur a été neutralisé en partie par les variations favorables de ces éléments au deuxième trimestre. Les activités de négociation et de vente de l'unité Marchés sont demeurées élevées au deuxième trimestre, et ce, grâce à l'intensification des activités de négociation de la sous-division chargée des taux ainsi que de celles de gestion du bilan.

Autres éléments de produits

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019
	M\$	M\$	M\$	M\$
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers	14	10	30	18
Autres produits d'exploitation	14	9	22	19
Autres éléments de produits	28	19	52	37

Pour le trimestre, les autres éléments de produits se sont accrus de 9 M\$, ou 47 %, ce qui est imputable à la montée des autres produits d'exploitation en lien avec un profit à l'extinction d'une dette de 6 M\$ qu'a dégagé un récent rachat de 22 M\$ de débiteures subordonnées et à la hausse des profits réalisés à la cession de placements financiers par suite du rééquilibrage du portefeuille d'actifs liquides de la banque.

Pour le semestre, les autres éléments de produits se sont améliorés de 15 M\$, ou 41 %, grâce à la hausse des profits réalisés à la cession de placements financiers par suite du rééquilibrage du portefeuille d'actifs liquides de la banque. Les profits pris en compte dans les autres produits d'exploitation et liés à l'extinction de la dette associée aux débiteures subordonnées qui ont été rachetées ont également contribué à cette amélioration.

Variation des pertes de crédit attendues

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019
	M\$	M\$	M\$	M\$
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – prêts productifs (stades 1 et 2)	130	16	229	4
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – prêts non productifs (stade 3)	60	24	101	24
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit	190	40	330	28

La variation des pertes de crédit attendues pour le trimestre a consisté en une charge de 190 M\$, comparativement à une charge de 40 M\$ pour la période correspondante de l'exercice précédent. La charge du trimestre à l'étude a découlé essentiellement de la détérioration continue des données économiques prospectives à cause de la pandémie de COVID-19, ce facteur ayant influé sur le portefeuille de prêts productifs au deuxième trimestre. Les pertes de valeur liées à des prêts non productifs dans le secteur de l'énergie, pertes découlant essentiellement de la baisse des prix du pétrole, ont également contribué à hausser les pertes de crédit attendues. En 2019, la charge était liée aux prévisions économiques alors en vigueur, lesquelles suggéraient un ralentissement de la croissance du PIB, ainsi qu'à l'augmentation des pertes de valeur de prêts non productifs dans un secteur lié à la construction et dans celui de l'agroalimentaire.

La variation des pertes de crédit attendues pour le semestre a consisté en une charge de 330 M\$, comparativement à une charge de 28 M\$ un an plus tôt. La charge du semestre à l'étude a découlé de la détérioration des données économiques prospectives en raison de la pandémie de COVID-19 ainsi que des pertes de valeur liées à des prêts non productifs dans le secteur de l'énergie, lesquelles ont résulté principalement du repli des prix du pétrole. La charge enregistrée en 2019 était imputable aux mêmes facteurs que ceux énoncés pour le premier trimestre 2019 et avait été compensée en partie par une reprise sur provisions au cours de ce trimestre en lien avec les perspectives concernant certains clients du secteur des services énergétiques.

Total des charges d'exploitation

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019
	M\$	M\$	M\$	M\$
Rémunération et avantages du personnel	145	171	314	345
Charges générales et administratives	132	141	262	272
Dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles	17	17	37	35
Dotation à l'amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles	10	8	18	13
Total des charges d'exploitation	304	337	631	665

Le total des charges d'exploitation s'est allégé de 33 M\$, ou 9,8 %, pour le trimestre, ce qui provient surtout de la réduction des frais liés au personnel et des coûts discrétionnaires durant la période. Nous continuons d'effectuer des investissements stratégiques afin de faire croître nos secteurs d'activité, simplifier nos processus et offrir les services numériques que nos clients demandent.

Le total des charges d'exploitation s'est comprimé de 34 M\$, ou 5,1 %, pour le semestre grâce à ces mêmes facteurs.

Charge d'impôt sur le résultat

Pour le deuxième trimestre de 2020, le taux d'imposition effectif a été de 38,6 %, ce qui dépasse le taux prévu par la loi, soit 26,7 %, et reflète l'augmentation de la charge d'impôt. Pour le deuxième trimestre de 2019, le taux d'imposition effectif avait été de 27,3 %.

Évolution de la situation financière

	Au	
	30 juin 2020 M\$	31 déc. 2019 M\$
Actif		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	12 743	54
Actifs détenus à des fins de transaction	3 131	4 322
Dérivés	6 635	3 267
Prêts et avances	63 349	63 091
Prises en pension à des fins autres que de transaction	9 974	6 269
Placements financiers	21 321	23 645
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	3 799	3 500
Autres actifs	3 669	2 423
Total de l'actif	124 621	106 571
Passif et capitaux propres		
Passif		
Dépôts effectués par des banques	1 420	1 036
Comptes des clients	71 704	62 889
Mises en pension à des fins autres que de transaction	4 226	7 098
Passifs détenus à des fins de transaction	2 477	2 296
Dérivés	6 878	3 431
Titres de créance émis	21 629	14 594
Acceptations	3 820	3 505
Autres passifs	5 748	5 613
Total du passif	117 902	100 462
Total des capitaux propres	6 719	6 109
Total du passif et des capitaux propres	124 621	106 571

Actif

Le total de l'actif s'élevait à 124,6 G\$ au 30 juin 2020, en hausse de 18,1 G\$, ou 17 %, par rapport à ce qu'il était au 31 décembre 2019. Réagissant aux répercussions de la COVID-19, la banque a renforcé sa position en liquidités afin d'aider ses clients. L'investissement de ces fonds a haussé à 12,7 G\$ notre trésorerie et les soldes détenus dans les banques centrales. Les dérivés se sont accrus de 3,4 G\$ grâce aux variations de l'évaluation à la valeur de marché imputables aux taux de change et aux taux d'intérêt, ce qui rend compte de la volatilité des marchés résultant essentiellement de l'impact de la COVID-19. L'augmentation des soldes des comptes de règlement découlant du calendrier des activités visant à faciliter les opérations des clients a favorisé une progression de 1,2 G\$ des autres actifs. Les prises en pension à des fins autres que de transaction ont augmenté de 3,7 G\$, ce qui a été neutralisé en partie par une baisse de 2,3 G\$ des placements financiers par suite des activités de gestion du bilan ainsi que de gestion des placements et de la trésorerie.

Passif

Le total du passif s'établissait à 117,9 G\$ au 30 juin 2020, pour une hausse de 17,4 G\$, ou 17 %, par rapport à celui au 31 décembre 2019. Les comptes des clients se sont accrus de 8,8 G\$ grâce à l'essor des dépôts de tous les secteurs d'activité mondiaux. L'augmentation du financement à terme et de gros est l'un des facteurs à l'origine de la hausse de 7,0 G\$ des titres de créance émis. Les dérivés ont monté de 3,4 G\$, ce qui correspond à la variation enregistrée dans l'actif. Ce facteur a été atténué par le recul de 2,9 G\$ des mises en pension à des fins autres que de transaction en raison des activités de gestion du bilan.

Capitaux propres

Le total des capitaux propres s'établissait à 6,7 G\$ au 30 juin 2020, ce qui signale une progression de 0,6 G\$, ou 10 %, par rapport à celui au 31 décembre 2019. Cette progression représente le bénéfice après impôt de 0,1 G\$ qui a été généré au cours de la période, les profits de 0,2 G\$ qui ont été constatés au titre des actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et des couvertures des flux de trésorerie ainsi que le montant de 0,5 G\$ tiré de l'émission d'actions ordinaires. La hausse des capitaux propres a été contrebalancée par les dividendes de 0,2 G\$ qui ont été déclarés durant la période.

Secteurs d'activité mondiaux

La banque gère ses activités et en déclare les résultats en fonction des secteurs d'activité mondiaux suivants : les Services aux entreprises, les Services bancaires internationaux et marchés et Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers.

Services aux entreprises

Le secteur des Services aux entreprises (« SE ») propose un éventail complet de services financiers commerciaux et de solutions sur mesure à des clients allant des petites entreprises axées principalement sur les marchés intérieurs aux sociétés exerçant leurs activités à l'échelle mondiale.

Survol de la performance financière^{1, 2}

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	131	156	288	316
Produits autres que d'intérêts	98	98	207	193
Total du résultat d'exploitation	229	254	495	509
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit	(147)	(26)	(264)	(12)
Résultat d'exploitation net	82	228	231	497
Total des charges d'exploitation	(96)	(104)	(198)	(206)
Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat	(14)	124	33	291

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation s'est replié de 25 M\$, ou 9,8 %, pour le trimestre et de 14 M\$, ou 2,8 %, pour le semestre.

La COVID-19 a nuí au résultat du trimestre et du semestre, les réductions de taux par les banques centrales ayant comprimé les marges sur les dépôts et l'augmentation des coûts associée au maintien de liquidités plus élevées ayant réduit les marges sur les prêts au deuxième trimestre. Malgré la volatilité des marchés, les SE ont continué de soutenir leur clientèle tout au long de la période, et le solde de leurs prêts et dépôts a augmenté depuis le début de l'exercice. Plus particulièrement, les dépôts ont connu une forte hausse, leurs soldes ayant augmenté de 2,9 G\$ depuis le début du présent exercice.

La détérioration des données économiques prospectives en raison de la pandémie de COVID-19 et le recul des prix du pétrole ont influé sur les pertes de valeur dans le semestre à l'étude. Nous continuons d'aider nos clients à combler leurs besoins en fonds de roulement, leur offrant notamment de reporter leurs paiements afin de mieux traverser la crise actuelle.

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est détérioré de 138 M\$, ou 111 %, et pour le semestre, il a fléchi de 258 M\$, ou 89 %, ce qui est essentiellement imputable à une forte hausse des pertes de crédit attendues et au recul des produits d'intérêts nets, facteurs neutralisés en partie par le recul des charges d'exploitation.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre et du semestre se sont contractés de 25 M\$, ou 16 %, et de 28 M\$, ou 8,9 %, respectivement. Ces résultats témoignent du rétrécissement des marges par suite des réductions de taux par les banques centrales et de la hausse des coûts associés au maintien d'un montant plus élevé de liquidités. Ces facteurs ont été atténués

par l'accroissement de la moyenne des prêts et des avances et par la hausse des dépôts.

Les **produits autres que d'intérêts** du trimestre sont demeurés inchangés en regard de ce qu'ils étaient un an plus tôt puisque le repli des activités des clients a nuí aux commissions générées par les services à l'égard des comptes, les cartes de crédit et les produits de change, mais a été annulé par l'essor des commissions tirées des acceptations bancaires par suite de l'élargissement des volumes. Pour le semestre, les produits autres que d'intérêts se sont accrus de 14 M\$, ou 7,3 % en raison surtout de la progression des commissions tirées des acceptations bancaires et des produits provenant du change par suite de l'excellente performance enregistrée au premier trimestre.

La **variation des pertes de crédit attendues** a consisté en une charge de 147 M\$ pour le trimestre et une charge de 264 M\$ pour le semestre, ce qui vient surtout de la détérioration des scénarios économiques prospectifs en lien avec la COVID-19 et de certains comptes du secteur de l'énergie.

Le **total des charges d'exploitation** du trimestre et du semestre s'est accru de 8 M\$, ou 7,7 %, et de 8 M\$, ou 3,9 %, respectivement, ce qui témoigne de la prudence avec laquelle nous gérons nos coûts, vu le contexte économique qui prévaut actuellement.

- 1 Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent.*
- 2 Au deuxième trimestre de 2020, nous avons modifié nos secteurs isolables en réaffectant les activités de gestion du bilan du secteur « centre général » aux secteurs d'activité mondiaux de sorte à assurer une corrélation plus étroite entre les produits et charges et les secteurs qui génèrent de telles activités ou qui y ont recours; par conséquent le « centre général » n'est plus considéré comme un secteur d'activité. Tous les chiffres correspondants ont été retraités. Il y a lieu de se reporter à la note 4 des états financiers consolidés résumés intermédiaires du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020 pour obtenir plus de détails à ce sujet.*

Services bancaires internationaux et marchés

Le secteur des Services bancaires internationaux et marchés (« SBIM ») offre des solutions et produits financiers sur mesure à une clientèle d'envergure constituée d'administrations publiques, de grandes sociétés et d'institutions de partout dans le monde.

Survol de la performance financière^{1, 2}

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	28	32	67	65
Produits autres que d'intérêts	73	54	110	114
Total du résultat d'exploitation	101	86	177	179
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit	(35)	(8)	(49)	(9)
Résultat d'exploitation net	66	78	128	170
Total des charges d'exploitation	(39)	(41)	(82)	(82)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	27	37	46	88

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation des SBIM a progressé de 15 M\$, ou 17 %, pour le trimestre, mais a régressé de 2 M\$, ou 1,1 %, pour le semestre. Le niveau des activités de négociation et de vente de l'unité Marchés est demeuré élevé au cours du trimestre et les variations des évaluations du crédit et du financement ont été favorables, ce qui a haussé les produits tirés de la négociation. Le résultat du semestre a été affaibli par des variations défavorables des évaluations du crédit et du financement au premier trimestre, celles-ci ayant résulté de l'élargissement des écarts de crédit et de la volatilité accrue des marchés qu'a engendrée la COVID-19.

Face aux perturbations et à l'instabilité des marchés associées à la COVID-19, les équipes des Services bancaires internationaux et marchés ont travaillé en étroite collaboration avec nos clients afin de comprendre les défis uniques qu'ils devaient relever et de les aider à traverser la crise. Ce travail a intensifié les activités des clients et a haussé les produits générés par toutes les gammes de produits, ce qui a résulté surtout des activités de négociation et de vente de l'unité Marchés, des activités d'octroi de prêts et des commissions de prise ferme puisque nous continuons de tirer parti du réseau mondial du Groupe pour offrir des produits et des solutions répondant aux besoins de nos clients internationaux.

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est comprimé de 10 M\$, ou 27 %, et pour le semestre, il a reculé de 42 M\$, ou 48 %. Ces baisses ont découlé surtout de l'augmentation des charges au titre des pertes de crédit attendues à cause des répercussions de la COVID-19 ainsi que des ajustements défavorables liés au crédit et au financement au premier trimestre.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre ont diminué de 4 M\$, ou 13 %, en raison de la hausse des coûts associés au maintien de liquidités plus élevées et de l'incidence négative qu'ont eue les réductions de taux par les banques centrales, ce qui a été compensé en partie par la diminution des coûts de financement des activités de négociation de l'unité Marchés. Pour le semestre, les produits d'intérêts nets se sont renforcés de 2 M\$, ou 3,1 %, grâce principalement à la baisse des coûts de financement des activités de négociation de l'unité Marchés. Ce facteur a été atténué par le rétrécissement des marges en raison de la volatilité des marchés et des réductions de taux par les banques centrales.

Les **produits autres que d'intérêts** du trimestre ont augmenté de 19 M\$, ou 35 %, grâce aux variations favorables des évaluations du crédit et du financement et à la progression des commissions de prise ferme et de services-conseils. Pour le semestre, les produits autres que d'intérêts se sont comprimés de 4 M\$, ou 3,5 %, à cause surtout des variations défavorables des évaluations du crédit et du financement, facteur atténué par la hausse des commissions de prise ferme et de services-conseils.

La **variation des pertes de crédit attendues** a représenté des hausses de 27 M\$ et de 40 M\$ des charges constatées pour le trimestre et le semestre, respectivement, hausses ayant découlé principalement de la détérioration des scénarios économiques prospectifs en lien avec la COVID-19.

Le **total des charges d'exploitation** du trimestre s'est allégé de 2 M\$, ou 4,9 %, mais est demeuré inchangé pour le semestre. Sa diminution a résulté principalement de la réduction des frais liés au personnel.

- 1 Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent.*
- 2 Au deuxième trimestre de 2020, nous avons modifié nos secteurs isolables en réaffectant les activités de gestion du bilan du secteur « centre général » aux secteurs d'activité mondiaux de sorte à assurer une corrélation plus étroite entre les produits et charges et les secteurs qui génèrent de telles activités ou qui y ont recours; par conséquent le « centre général » n'est plus considéré comme un secteur d'activité. Tous les chiffres correspondants ont été retraités. Il y a lieu de se reporter à la note 4 des états financiers consolidés résumés intermédiaires du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020 pour obtenir plus de détails à ce sujet.*

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers¹

Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP ») offre, à tous les Canadiens, une gamme complète et hautement concurrentielle de produits et services bancaires afin de les aider à gérer leurs finances, à acheter leur habitation, à économiser et à investir en vue de l'avenir. Ce secteur offre aussi un volet international avec une vaste gamme de produits de placement mondiaux et d'autres services spécialisés.

Survol de la performance financière^{2, 3}

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	108	137	240	274
Produits autres que d'intérêts	72	66	147	127
Total du résultat d'exploitation	180	203	387	401
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit	(8)	(6)	(17)	(7)
Résultat d'exploitation net	172	197	370	394
Total des charges d'exploitation	(158)	(178)	(327)	(355)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	14	19	43	39

Aperçu

Le total du résultat d'exploitation a régressé de 23 M\$, ou 11 %, pour le trimestre et de 14 M\$, ou 3,5 %, pour le semestre. L'augmentation des produits de commissions nets et la forte hausse des volumes associés au solde de la relation globale des clients⁴ ont été plus qu'annulées par le recul des produits d'intérêts nets qu'ont causé les réductions de taux par les banques centrales et par la hausse des coûts associés au maintien de liquidités plus élevées.

L'essor du solde de la relation globale des clients⁴ a été sans précédent⁵. Nous avons élargi l'ensemble de notre clientèle et celle à l'échelle internationale, avons investi dans nos succursales et les technologies numériques et avons offert des produits compétitifs sur le marché. Malgré la conjoncture difficile engendrée par la COVID-19, nous avons continué de servir nos clients et de les soutenir en maintenant nos succursales, nos plateformes numériques et nos centres d'appels pleinement opérationnels tout en instaurant diverses initiatives, dont des options de report des paiements.

Pour le trimestre, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est contracté de 5 M\$, ou 26 %, et ce, en raison de la baisse des produits d'intérêts nets, tel qu'il a été indiqué précédemment, et de l'augmentation des pertes de crédit attendues. Ces facteurs ont été neutralisés en partie par le recul des charges d'exploitation. Pour le semestre, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat s'est amélioré de 4 M\$, ou 10 %, puisque la diminution des produits d'intérêts nets et la hausse des pertes de crédit attendues en raison de l'incidence de la COVID-19 ont été plus qu'annulées par la baisse des charges d'exploitation et par la hausse des produits de commissions nets.

Performance financière par élément de produits et de charges

Les **produits d'intérêts nets** du trimestre et du semestre ont reculé de 29 M\$, ou 21 %, et de 34 M\$, ou 12 %, respectivement, à cause du rétrécissement des écarts qu'ont causé les réductions de taux par les banques centrales et de la hausse des coûts associés au maintien de liquidités plus élevées. Ces facteurs ont été annulés en partie par l'essor plus prononcé des volumes de prêts et de dépôts.

Les **produits autres que d'intérêts** ont augmenté de 6 M\$, ou 9,1 %, pour le trimestre grâce à la progression des produits de commissions nets tirés des cartes et des services à l'égard des comptes, ce qui a été atténué par la baisse des produits générés par les fonds sous gestion qu'a causée la volatilité des marchés. Pour le semestre, les produits autres que d'intérêts se sont renforcés de 20 M\$, ou 16 %, ce qui rend compte de la hausse des produits de commissions nets tirés des cartes, des services à l'égard des comptes et des fonds sous gestion ainsi que de la progression des produits de courtage en ligne.

La **variation des pertes de crédit attendues** a représenté des hausses respectives de 2 M\$ et de 10 M\$ des charges pour le trimestre et le semestre, ce qui provient surtout de la détérioration des scénarios économiques prospectifs en lien avec la COVID-19.

Le **total des charges d'exploitation** du trimestre et du semestre s'est allégé de 20 M\$, ou 11 %, et de 28 M\$, ou 7,9 %, respectivement, grâce aux initiatives de rationalisation et à une gestion prudente des coûts en réaction à la COVID-19. Ces facteurs ont été annulés en partie par les investissements stratégiques que nous avons faits afin de faire croître nos activités.

- ¹ Au deuxième trimestre de 2020, le Groupe HSBC Holdings (le « Groupe HSBC ») a regroupé les Services bancaires de détail et gestion de patrimoine et les Services de banque privée de sorte à former l'une des plus grandes entreprises de gestion de patrimoine au monde, soit Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. En conséquence, le nom de notre secteur d'activité mondial des services bancaires de détail et gestion de patrimoine (« SBDGP ») a été changé pour celui de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers (« GPSBP »). La Banque HSBC Canada n'avait pas de secteur d'activité distinct offrant des services de banque privée et c'est pourquoi le changement de structure n'a donné lieu à aucune modification de l'actif, du passif, des produits ou des charges qui, auparavant, étaient attribuables au secteur des SBDGP. Pour plus de détails, il y a lieu de se reporter à la note 4 des états financiers consolidés résumés intermédiaires du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020.
- ² Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent.
- ³ Au deuxième trimestre de 2020, nous avons modifié nos secteurs isolables en réaffectant les activités de gestion du bilan du secteur « centre général » aux secteurs d'activité mondiaux de sorte à assurer une corrélation plus étroite entre les produits et charges et les secteurs qui génèrent de telles activités ou qui y ont recours, par conséquent le « centre général » n'est plus considéré comme un secteur d'activité. Tous les chiffres correspondants ont été retraités. Il y a lieu de se reporter à la note 4 des états financiers consolidés résumés intermédiaires du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020 pour obtenir plus de détails à ce sujet.
- ⁴ Le solde de la relation globale des clients se compose des soldes des prêts, des dépôts et des comptes de gestion de patrimoine.

5 Record semestriel depuis la formation de GPSBP (antérieurement SBDGP) en tant que secteur d'activité mondial distinct en 2011.

Centre général

Le secteur « centre général » englobe les autres transactions qui ne sont pas directement liées à nos secteurs d'activité mondiaux.

Survol de la performance financière^{1, 2}

Sommaire de l'état du résultat net

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019
	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	(18)	(6)	(28)	(13)
Produits autres que d'intérêts	10	8	17	14
Résultat d'exploitation net/(perte)	(8)	2	(11)	1
Total des charges d'exploitation	(11)	(14)	(24)	(22)
Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat	(19)	(12)	(35)	(21)

Aperçu

Le résultat d'exploitation net du trimestre et du semestre s'est replié de 10 M\$ et 12 M\$, respectivement. La baisse des produits d'intérêts nets a résulté essentiellement de l'augmentation des coûts associés aux liquidités, ce qui a été atténué par la hausse des autres produits d'exploitation provenant d'un profit à l'extinction de la dette associée aux débetures subordonnées qui ont été rachetées.

Les charges d'exploitation du trimestre se sont allégées de 3 M\$, ou 21 %, et ce, principalement à cause de la baisse des coûts des salaires et de la réduction des coûts discrétionnaires de nos fonctions de soutien. Pour le semestre, les charges d'exploitation ont monté de 2 M\$, ou 9,1 % à cause principalement du fait qu'un ajustement des taxes sur le capital avait été constaté un an plus tôt.

Ces variations ont eu pour conséquence de réduire de 7 M\$, ou 58 %, et de 14 M\$, ou 67 %, le bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat dégagé pour le trimestre et pour le semestre, respectivement.

- 1 Comparaison du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020 et des périodes correspondantes de l'exercice précédent.
- 2 Au deuxième trimestre de 2020, nous avons modifié nos secteurs isolables en réaffectant les activités de gestion du bilan du secteur « centre général » aux secteurs d'activité mondiaux de sorte à assurer une corrélation plus étroite entre les produits et charges et les secteurs qui génèrent de telles activités ou qui y ont recours; par conséquent le « centre général » n'est plus considéré comme un secteur d'activité. Tous les chiffres correspondants ont été retraités. Il y a lieu de se reporter à la note 4 des états financiers consolidés résumés intermédiaires du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020 pour obtenir plus de détails à ce sujet.

Sommaire de la performance trimestrielle

Sommaire de l'état consolidé du résultat net

	Trimestre clos le							
	2020		2019			2018		
	30 juin	31 mars.	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars.	31 déc.	30 sept.
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	249	318	313	313	319	323	335	332
Produits de commissions nets	178	178	179	168	174	156	164	175
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	47	26	48	36	33	48	26	35
Autres éléments de produits	28	24	21	17	19	18	40	46
Total du résultat d'exploitation	502	546	561	534	545	545	565	588
Variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit – (charge)/reprise	(190)	(140)	(33)	(17)	(40)	12	(19)	7
Résultat d'exploitation net	312	406	528	517	505	557	546	595
Total des charges d'exploitation	(304)	(327)	(315)	(311)	(337)	(328)	(324)	(324)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	8	79	213	206	168	229	222	271
Charge d'impôt sur le résultat	(3)	(13)	(56)	(56)	(47)	(62)	(65)	(73)
Bénéfice de la période	5	66	157	150	121	167	157	198
Bénéfice/(perte) attribuable :								
- à l'actionnaire ordinaire	(8)	54	144	141	112	158	148	189
- au détenteur d'actions privilégiées	13	12	13	9	9	9	9	9
Bénéfice de base et dilué par action ordinaire (\$)	(0,01)	0,11	0,29	0,28	0,22	0,32	0,29	0,38

Commentaires sur les tendances des huit derniers trimestres

Les produits d'intérêts nets ont diminué au cours du deuxième trimestre en raison du maintien de niveaux plus élevés d'actifs hautement liquides générant des rendements moins élevés et des réductions de taux par les banques centrales en lien avec la COVID-19. Les activités de gestion du bilan ont accru les produits d'intérêts nets au premier trimestre de 2020. Entre le premier trimestre de 2019 et celui à l'étude, les produits d'intérêts nets avaient baissé à cause de la hausse du coût du passif ayant servi à financer l'essor de la moyenne des actifs productifs d'intérêts et du repli des activités de gestion du bilan. Les produits d'intérêts nets avaient affiché une tendance à la hausse à partir de la seconde moitié de 2018 en raison des majorations des taux d'intérêt ainsi que de l'accroissement des prêts et avances et des comptes des clients.

Les produits de commissions nets englobent des produits de diverses sources qui peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre et qui sont touchés par les activités commerciales, le nombre de jours que compte le trimestre et la saisonnalité. Au deuxième trimestre de 2020 et à cause de la COVID-19, les activités des clients ont ralenti, ce qui a réduit les produits de commissions nets. Outre ce facteur, les commissions de prise ferme, lesquelles sont fonction des transactions, constituent la principale cause de variation de ces produits d'un trimestre à l'autre. Néanmoins, la tendance sous-jacente d'augmentation des commissions tirées des facilités de crédit est liée à l'accroissement des volumes des acceptations bancaires, aux fonds sous gestion et aux cartes de crédit.

De par leur nature, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre. Au deuxième trimestre de 2020, leur hausse a résulté des variations favorables des ajustements de crédit et des ajustements de la juste valeur liés au financement, variations qui ont résulté essentiellement de la contraction des écarts de crédit

et du fait que les marchés ont été moins volatils, ainsi que de l'intensification des activités de négociation de la sous-division chargée des taux et de celles de gestion du bilan. Au premier trimestre, les produits nets tirés des instruments financiers se sont affaiblis à cause principalement de la baisse des variations défavorables des évaluations du crédit et du financement par suite de l'élargissement des écarts de crédit et de la volatilité des marchés qu'a engendrée la COVID-19, ce qui a été atténué par la vigueur des activités de négociation et de vente de l'unité Marchés. Aux troisième et quatrième trimestres de 2019, les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction avaient augmenté à cause principalement de l'intensification des activités de négociation de produits à revenu fixe. La baisse enregistrée au deuxième trimestre de 2019 avait découlé surtout du fléchissement des activités de négociation de la sous-division chargée des taux. Les produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction avaient augmenté au premier trimestre de 2019 en raison du resserrement des écarts de crédit. En 2018, il s'était également produit une augmentation des volumes des opérations de change, une hausse des intérêts nets sur les activités de négociation attribuable aux rendements plus élevés et à la composition des produits, ainsi qu'un effet favorable de l'inefficacité des couvertures. Ces facteurs avaient été atténués par une perte causée par les activités de gestion du bilan.

Les autres éléments de produits comprennent les profits et pertes sur la vente de placements financiers, lesquels peuvent fluctuer d'un trimestre à l'autre en raison des activités de gestion du bilan sous-jacentes. Quoi qu'il en soit, les autres éléments de produits ont augmenté au deuxième trimestre de 2020 grâce à un profit lié à l'extinction de la dette associée aux débentures subordonnées qui ont été rachetées. En 2019 et par suite de la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est précisé sous la rubrique du rapport de gestion qui en traite ainsi qu'à la note 32 du *Rapport et états financiers annuels 2019*, les produits réalisés auprès des entités membres du Groupe avaient reculé et les charges d'exploitation avaient enregistré une diminution

connexe. En 2018, les autres éléments de produits comprenaient également les produits réalisés auprès des entités membres du Groupe, produits qui peuvent aussi fluctuer en raison du moment où les services sont fournis.

La détérioration des données économiques prospectives en raison de la pandémie de COVID-19 et la fragilisation du secteur de l'énergie à cause essentiellement du recul des prix du pétrole ont accru la charge au titre des pertes de crédit attendues au premier trimestre de 2020 et ont exigé une charge supplémentaire dans le trimestre qui a suivi. En 2019, les charges au titre des pertes de crédit attendues avaient résulté de la normalisation continue des pertes de crédit, et ce, en raison surtout d'un changement apporté aux prévisions économiques afin de rendre compte du ralentissement de la croissance du PIB en regard d'un an plus tôt. De plus, en 2019, c'est aux deuxième et quatrième trimestres que les pertes de valeur liées aux prêts non productifs des secteurs du commerce de gros et de détail, de l'extraction minière et de l'agriculture avaient été les plus élevées. La reprise constatée au premier trimestre de 2019 avait découlé d'une reprise sur provisions en raison d'une embellie des perspectives de certains clients du secteur des services énergétiques. Une reprise avait été constatée au troisième trimestre de 2018 grâce aux améliorations observées dans plusieurs secteurs, soit plus particulièrement dans celui des services énergétiques. Une charge de 19 M\$ avait été comptabilisée au quatrième trimestre de 2018 en raison d'une série de faibles charges imputées au portefeuille de prêts non productifs du secteur des Services aux entreprises ainsi que d'une hausse des pertes de crédit attendues sur les prêts productifs de tous les secteurs d'activité mondiaux, ce qui avait découlé des facteurs économiques prospectifs pris en compte à ce moment.

Notre objectif depuis 2018 consiste à faire croître nos activités de sorte à favoriser l'exécution de notre plan stratégique. Nous avons continué de réaliser des investissements stratégiques en ce sens dans la première moitié de 2020. Au deuxième trimestre de 2020, ces investissements ont été compensés par une gestion prudente des coûts. En 2019, les sommes ainsi investies avaient été contrebalancées en partie par la baisse de la rémunération et des avantages du personnel ainsi que des charges générales et administratives par suite de la mise en place du groupe ServCo, tel qu'il est précisé sous la rubrique du rapport de gestion qui en traite ainsi qu'à la note 32 du *Rapport et états financiers annuels 2019*. En 2018, les investissements avaient été neutralisés en partie par le repli des coûts associé à la réduction des espaces de bureau et aux économies liées à la centralisation de certaines activités commerciales au sein du Groupe. Le calendrier d'engagement des charges en 2018 avait été à l'origine des variations enregistrées d'un trimestre à l'autre.

Survol et perspectives économiques

Les prévisions et projections de la présente rubrique reposent sur l'information et les hypothèses obtenues auprès de sources que nous considérons comme fiables. Si cette information ou ces hypothèses se révèlent inexactes, les résultats économiques réels pourraient différer significativement des perspectives présentées ci-dessous.

Les mesures de confinement imposées en raison de la COVID-19 ont porté un dur coup à l'économie en mars et avril, réduisant ainsi fortement le niveau d'activité économique dans la première moitié de l'année. Après un repli annualisé de 8,2 % au premier trimestre, nous pensons que l'économie s'est contractée de 47 %

au deuxième trimestre, également sur une base annualisée, ce qui ferait en sorte que le niveau de l'activité économique serait de 16,5 % inférieur à celui observé à la fin de 2019.

Bien que les données ne soient pas encore disponibles, nous prévoyons que celles-ci indiqueront que la consommation et les investissements des entreprises ont chuté fortement au deuxième trimestre. La consommation sera faible à cause des nombreuses pertes d'emploi ainsi que de la fermeture ou de la réduction des heures d'ouverture de nombreux établissements depuis la mi-mars. Les investissements des entreprises auront baissé, et ce, en raison notamment du fait que les sociétés pétrolières ont réduit leurs dépenses d'investissement à cause de la faiblesse des prix du pétrole, du recul marqué de leurs revenus et d'un ralentissement du commerce international, ce qui aura nui aux importations de matériel et d'équipement.

Cependant, certains signes encourageants donnent à penser qu'une reprise de l'activité économique s'est amorcée en mai, les mesures mises en place pour freiner la propagation du coronavirus ayant commencé à s'assouplir, ce qui contribue à accroître la confiance des consommateurs et des entreprises. Actuellement, toutes les provinces sont en processus de réouverture, mais certains indicateurs économiques suggèrent que le niveau d'activité et le rythme de reprise diffèrent d'une province à l'autre. Quoi qu'il en soit, nous nous attendons à ce que, stimulée par la libération de la demande refoulée, la croissance économique soit de nouveau au rendez-vous dans la seconde moitié de 2020.

Nous croyons, qu'après le rebond initial de l'activité économique, sa croissance sera modérée tout au long de 2021. Globalement, nous prévoyons que le PIB reculera de 8,3 % en 2020, mais augmentera de 5,6 % l'an prochain. Jusqu'à la fin de 2021 et au fil de l'abandon des programmes de soutien de l'État et de l'ajustement, de la part des entreprises, de leurs effectifs en fonction des nouvelles conditions de la demande, nous pensons qu'il est possible que les cas d'insolvabilité chez les consommateurs et les arriérés de paiements hypothécaires augmentent, ce qui freinerait l'essor des dépenses de consommation.

Un choc sans précédent

L'impact économique de la COVID-19 est d'une ampleur inégalée. Les pertes d'emploi en mars et avril se sont élevées à plus de 3 millions et le taux de chômage est passé d'un creux quasi-historique de 5,6 % en février à un taux record de 13,7 %. De plus, le taux de chômage ne reflète pas pleinement le nombre de sans-emplois puisque plusieurs travailleurs qui ont perdu leur emploi en mars et avril ont quitté la population active et ne sont donc pas considérés comme étant en chômage. Cependant, la hausse inattendue de l'emploi en mai permet d'espérer que le pire est passé et l'augmentation de près de un million d'emplois en juin tient principalement au retour de leurs titulaires dans la population active.

Cela dit, le rythme de la reprise après son amorce initiale nous préoccupe quelque peu. Premièrement, les pertes d'emploi en raison de la COVID-19 ont frappé surtout les travailleurs à faible revenu et ont principalement lieu dans les secteurs les plus touchés par les mesures de distanciation sociale qui ont été imposées. L'emploi dans ces secteurs pourrait accuser un retard par rapport à la reprise économique si les exigences de distanciation sociale ne sont pas levées. Même si l'emploi chez les travailleurs à salaire plus élevé a plus que retrouvé sa vigueur, dépassant même de 2,5 % celui de février, le niveau d'emploi des Canadiens qui gagnent moins de 30 \$ de l'heure (soit près de 60 % de la main-d'œuvre) demeure de plus de 12 % inférieur à ce qu'il était. Deuxièmement, les premières pertes d'emploi sont

survenues dans des secteurs où, en général, les femmes constituent une plus grande proportion de la main-d'œuvre. En mai et juin, l'emploi féminin n'a pas suivi le rythme de la reprise de l'emploi masculin. La relance de l'emploi pourrait donc se révéler inégale et s'accompagner de périodes de chômage plus longues pour les travailleurs à faible revenu et les femmes.

Intervention rapide par voie de politiques

L'intervention par voie de politiques en raison de la COVID-19 a été rapide et proactive. Sur le plan budgétaire, d'importantes initiatives ont été mises de l'avant aux paliers fédéral et provincial. Pour ce qui est d'un soutien direct à l'économie, les deux plus importants programmes fédéraux ont été ceux de la Prestation canadienne d'urgence (« PCU ») et de la Subvention salariale d'urgence du Canada (« SSUC »).

Le programme de la PCU fournit, pendant un maximum de quatre mois, une somme mensuelle imposable de 2 000 \$ aux travailleurs dont les revenus ont baissé à cause de la COVID-19. Jusqu'à présent, ce programme a versé plus de 59,4 G\$ à 8,34 millions de demandeurs. Le fait de transformer des revenus d'emploi en paiements de l'État a été l'un des grands facteurs ayant permis d'atténuer les perturbations économiques directement attribuables à la COVID-19. Plus précisément, ces paiements ont amorti le choc des nombreuses pertes d'emploi chez les travailleurs les plus vulnérables, ceux-ci ayant été les plus durement touchés par la crise. De fait, comme aucun impôt ni déduction fiscale n'est retranché des paiements de la PCU, certains prestataires touchent un « salaire net » plus élevé que lorsqu'ils travaillaient. Dans son Portrait économique et budgétaire, le gouvernement fédéral a indiqué prévoir que le programme de la PCU, lequel demeurera en vigueur jusqu'au 3 octobre 2020, coûtera 80 G\$.

Un autre programme fédéral, soit celui de la SSUC, devrait coûter 82,3 G\$ et sera offert jusqu'en décembre. Même si sa popularité n'a pas été immédiate, 667 400 demandes ont été acceptées et 20,3 G\$ de subventions salariales ont été versées.

Nous estimons que l'impact budgétaire du plan d'intervention du gouvernement fédéral se chiffre à 309 G\$, soit 13,4 % du PIB. De ce total, une tranche de 224 G\$, ou 9,7 % du PIB, représente un soutien direct aux travailleurs, aux étudiants et aux secteurs touchés. Ce montant englobe la contribution de 19 G\$ (et non pas de 14 G\$ tel qu'il l'avait proposé initialement) du gouvernement fédéral au Cadre de relance sécuritaire en vue d'aider les provinces à redémarrer leur économie en toute sécurité et à hausser le financement des municipalités de sorte qu'elles puissent continuer de fournir des services essentiels. Les 85 G\$ restants sont sous forme de soutien aux liquidités par voie de reports d'impôts sur le revenu et de remises des taxes de vente et des droits de douane. Compte tenu de l'apport au Cadre de relance sécuritaire, le déficit budgétaire fédéral prévu est de 348 G\$, soit 16,1 % du PIB, pour l'exercice 2020-2021, ce qui porterait à 49,4 % le ratio de la dette fédérale au PIB. En plus du train de mesures fédérales, les gouvernements provinciaux ont fourni un soutien totalisant 70 G\$.

La reprise se profilant à l'horizon, l'orientation de la politique budgétaire passera de mesures d'intervention en réaction à la COVID-19 et à la chute des prix du pétrole à un plan de relance visant à favoriser une embellie économique durable. Nous pensons toujours qu'un soutien sera offert aux secteurs, dont ceux du pétrole et du gaz, de l'aéronautique, du tourisme et de l'accueil, qui ont été les plus touchés par le ralentissement économique et qui, fort probablement, devront encore composer avec les problèmes que cause la distanciation sociale. Les gouvernements commencent également à instaurer des mesures visant à encourager le retour au travail. Ainsi, le gouvernement

du Manitoba a annoncé qu'il offrira 2 000 \$ aux personnes qui acceptent de retourner au travail et de ne plus toucher la PCU ou la Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants (« PCUE »), programme visant à aider les étudiants qui ne pouvaient trouver un emploi à cause de la COVID-19. Même si, dans l'avenir, la reprise s'accélère, certains travailleurs touchés par la COVID-19 auront encore besoin de soutien puisqu'il est possible qu'ils ne puissent retrouver leur emploi rapidement, voire même qu'ils le perdent pour de bon.

Mesures de la Banque du Canada : les taux risquent d'être faibles pendant longtemps

La Banque du Canada a elle aussi réagi fortement aux secousses économiques qu'a causées la COVID-19 et aux effets perturbateurs qu'elle a eus sur le fonctionnement des marchés financiers. Ainsi, afin de soutenir les marchés du financement, elle a réduit son taux directeur à 0,25 % et mis de l'avant plusieurs programmes d'achats d'actifs à grande échelle. Cependant, comme le fonctionnement de ces marchés s'est amélioré, le recours à certains de ses programmes est moins fréquent. D'autres programmes d'achats massifs d'actifs, dont celui portant sur les obligations du gouvernement du Canada, visent désormais la détente monétaire par voie d'un assouplissement quantitatif. Le 15 juillet dernier, la Banque du Canada a annoncé qu'elle achètera encore au moins 5 G\$ par semaine de ces obligations, et ce, dans l'ensemble de la courbe des rendements, jusqu'à ce que la relance soit bien enclenchée.

Son gouverneur, Tiff Macklem, a réaffirmé que le ciblage de l'inflation demeure un phare pour la Banque du Canada. Cependant, comme la COVID-19 a modifié les habitudes des consommateurs, le taux d'augmentation de l'indice des prix à la consommation (« IPC ») pourrait être moins révélateur qu'il l'est en temps normal. Par conséquent, la Banque du Canada et Statistique Canada ont élaboré un IPC modifié qui reflète plus fidèlement les nouvelles habitudes de consommation ainsi que les pressions sur les prix auxquelles font face les ménages.

Quoi qu'il en soit et puisque l'offre devrait rebondir plus fortement que la demande, la Banque du Canada s'inquiète toujours des risques de baisse pesant sur l'inflation. C'est pourquoi elle a, le 15 juillet, adopté des indications prospectives explicites, confirmant alors que le taux directeur demeurerait à 0,25 % « jusqu'à ce que les capacités excédentaires dans l'économie se résorbent, de sorte que la cible d'inflation de 2 % soit atteinte de manière durable ». Nous croyons qu'elle maintiendra son taux directeur à 0,25 % jusqu'à la fin de 2022 et que ses autres mesures de stimulation monétaire seront sous forme de l'élargissement de ses programmes d'achats d'actifs à grande échelle.

Faits nouveaux en matière de réglementation

À l'instar de toutes les institutions financières canadiennes, nous sommes confrontés à des changements de réglementation qui se succèdent à un rythme croissant. Un sommaire des principaux changements de réglementation susceptibles d'influer sur nos résultats ou nos activités est présenté à la rubrique « Faits nouveaux en matière de réglementation » de notre *Rapport et états financiers annuels 2019*. En raison de la pandémie de COVID-19, plusieurs faits nouveaux en matière de réglementation se sont produits au premier trimestre de 2020, lesquels sont décrits à la rubrique qui en traite dans notre *Rapport intermédiaire du premier trimestre de 2020*. Ce qui suit résume certains des principaux changements de nature réglementaire qui

ont été annoncés au deuxième trimestre de 2020 et qui pourraient se répercuter sur nos résultats ou nos activités.

Maintien de l'intervention réglementaire en réaction à la COVID-19

Au deuxième trimestre de 2020, le gouvernement fédéral et les organismes de réglementation des institutions financières ont mis en œuvre d'autres mesures visant à accroître la résilience des institutions financières tout en s'assurant qu'elles ont les ressources nécessaires pour combler les besoins de leurs clients pendant la pandémie de COVID-19.

Bureau du surintendant des institutions financières (« BSIF »)

Après une série d'ajustements réglementaires aux normes de fonds propres et de liquidité en réaction à la pandémie de COVID-19 au premier trimestre de 2020, le BSIF a continué de définir et de peaufiner ses attentes quant à la gestion des fonds propres par les institutions financières. Au deuxième trimestre, il a publié ses attentes quant à l'utilisation, pendant la pandémie, des réserves de fonds propres constituées au titre du deuxième pilier, précisant que toutes les institutions de dépôts (« ID »), y compris celles qui appliquent l'approche standard au risque de crédit, pouvaient avoir recours à ces réserves. Le BSIF s'attend à ce que chacune de ces ID examine l'à-propos de sa gestion des fonds propres, incluant les mesures de conservation des fonds propres qui s'imposent, la reconstitution des fonds propres et les résultats des simulations de crise (y compris des scénarios prospectifs défavorables, mais plausibles) dans le cadre de son processus de prise de décisions en la matière. Les ID doivent s'assurer d'adopter des mesures prudentes afin de protéger les déposants et les autres créanciers.

Le 13 juillet 2020, le BSIF a publié une déclaration annonçant qu'il entendait reprendre graduellement l'élaboration de politiques en collaboration avec le secteur financier. Il avait antérieurement interrompu ses consultations et la mise au point de nouvelles politiques, incluant celles visant l'instauration au pays des autres mesures de la norme internationale sur les fonds propres de Bâle III, afin de réduire le stress opérationnel subi par les ID durant l'éclosion de COVID-19. Le BSIF est d'avis que les conditions se sont stabilisées. Des précisions sur la reprise des travaux d'élaboration de politiques seront diffusées cet été et au cours de l'automne, notamment au sujet du contenu et du rythme des travaux prévus en fonction de l'environnement économique et opérationnel. Le BSIF sollicitera le point de vue des ID afin de bien cadrer ces révisions.

Autres organismes de réglementation

La plupart des organismes qui régissent nos activités, incluant la Société d'assurance-dépôts du Canada (« SADC ») et les Autorités en valeurs mobilières, ont suspendu jusqu'à nouvel ordre leurs consultations en cours sur les nouveaux changements réglementaires et ont reporté l'entrée en vigueur de ceux qui étaient prévus afin de permettre aux institutions financières de consacrer leurs ressources aux interventions plus pressantes requises face à la COVID-19. L'entrée en vigueur de certains changements réglementaires a été reportée au 31 décembre 2021 et à des dates ultérieures.

Gouvernement du Canada

Le gouvernement fédéral a également annoncé divers programmes de financement et de prêts d'urgence qui requièrent l'intervention et la participation des institutions financières. La banque continue de prendre activement part à ces programmes

afin d'aider ses clients dès qu'elle peut le faire. Ces programmes incluent les suivants :

- La Prestation canadienne d'urgence (« PCU ») qui accorde un soutien financier, pendant une période maximale de 24 semaines, aux employés et aux travailleurs autonomes qui sont directement touchés par la COVID-19; et
- La Subvention salariale d'urgence du Canada (« SSUC ») qui offre aux employeurs admissibles frappés par la COVID-19 une subvention de 75 % des salaires de leurs employés (jusqu'à concurrence d'un montant hebdomadaire, par employé) pendant une période d'au plus 24 semaines.

En raison de la forte hausse du volume de chèques émis par le gouvernement fédéral aux termes de ses programmes, le ministre des Finances a annoncé que ce gouvernement avait augmenté temporairement la limite d'encaissement de ses chèques par les institutions financières. De plus, il a exhorté celles-ci à réduire, le plus possible, la période de retenue des chèques de prestation d'urgence que leurs clients déposent dans leurs comptes.

Protection des consommateurs

Certains amendements à la *Loi sur les Banques* et à la *Loi sur l'Agence de la consommation en matière financière du Canada* énoncés dans le projet de loi C-86 sont entrés en vigueur le 30 avril 2020. Ces amendements élargissent les pouvoirs de cet organisme.

Questions comptables

Les résultats de la banque sont sensibles aux méthodes comptables qui sous-tendent l'établissement de ses états financiers consolidés. La note 2 du *Rapport et états financiers annuels 2019* présente un résumé de ses principales méthodes comptables.

La préparation de l'information financière exige de faire des estimations et de poser des jugements. La direction est d'avis que les estimations comptables et jugements critiques de la banque sont ceux qui ont trait aux pertes de crédit attendues, à l'évaluation des instruments financiers, à l'impôt sur le résultat et aux actifs d'impôt différé ainsi qu'aux obligations au titre des prestations définies. Dans la période à l'étude, aucun changement n'a été apporté aux estimations comptables et jugements critiques formulés en 2019, lesquels sont décrits aux pages 27, 28 et 72 du *Rapport et états financiers annuels 2019*. Cependant et tel qu'il est indiqué à la rubrique « Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA », page 25, le degré d'incertitude quant aux estimations et les jugements requis pour calculer les pertes de crédit attendues (« PCA ») ont augmenté depuis le 31 décembre 2019 en raison des conséquences économiques de la pandémie de COVID-19.

Arrangements hors bilan

Dans le cadre de nos activités bancaires, nous participons à diverses transactions financières hors bilan qui ont une incidence financière, mais qui ne sont pas comptabilisées dans nos états financiers. Ce genre d'arrangement comporte un risque éventuel et peut, en certaines circonstances, se traduire par un passif d'un montant supérieur à celui inscrit à notre bilan consolidé. Ces arrangements comprennent les garanties et les lettres de crédit et sont décrits à la rubrique « Arrangements hors bilan » du *Rapport et états financiers annuels 2019*.

Instruments financiers

Étant donné la nature des activités de la banque, les instruments financiers composent une bonne partie de son bilan. La banque peut en tirer des profits de négociation, des intérêts et des produits de commissions. Les instruments financiers comprennent notamment la trésorerie, les comptes des clients, les titres, les prêts, les acceptations, les dérivés utilisés à des fins de couverture ou détenus à des fins de transaction, les mises en pension, les passifs de titrisation et les créances subordonnées. Nous utilisons des instruments financiers aux fins de nos activités de négociation et de celles autres que de négociation. Ces dernières comprennent les prêts, les placements, les activités de couverture et celles de gestion du bilan. Les activités de négociation comprennent l'achat et la vente de titres et la négociation de dérivés et d'instruments de change pour faciliter les opérations des clients et fournir des liquidités et, dans une moindre mesure, les activités de tenue de marché.

La comptabilisation des instruments financiers, qui fait appel au jugement, est effectuée selon le classement de ceux-ci. On trouve une description détaillée du classement et de l'évaluation des instruments financiers à la note 2 du *Rapport et états financiers annuels 2019*.

Il est possible que l'utilisation d'instruments financiers expose la banque à des risques de marché, de crédit ou de liquidité, ou encore qu'elle la protège contre ceux-ci. Une description détaillée de la façon dont la banque gère ces risques est présentée à la rubrique « Risques » du *Rapport et états financiers annuels 2019*.

Contrôles et procédures de communication de l'information et contrôle interne à l'égard de l'information financière

Le chef de la direction et le chef des finances de la banque ont signé des attestations concernant la pertinence de l'information financière présentée dans les documents intermédiaires déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières, y compris le présent rapport de gestion et les états financiers consolidés du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020 ci-joints, et c'est à eux que revient la responsabilité de la conception et du maintien de contrôles et procédures de communication de l'information et du contrôle interne à l'égard de l'information financière, lesquels visent à fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière produite conformément aux IFRS. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2020, il n'y a eu aucun changement dans le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou qui pourrait vraisemblablement avoir une incidence significative sur ce contrôle.

Transactions avec des parties liées

Dans le cours normal de nos activités, nous concluons des transactions avec d'autres sociétés affiliées de la HSBC, dont celles visant la prestation de services bancaires ou opérationnels ainsi que l'octroi de prêts à court terme. Plus particulièrement, comme la banque fait partie de l'un des plus importants établissements de services financiers au monde, elle profite de l'expertise et des économies d'échelle que procure le Groupe HSBC. La banque fournit et obtient des services ou conclut des transactions avec diverses autres entreprises du Groupe HSBC, ce qui inclut la prise en charge d'une partie des coûts de développement des plateformes technologiques qui sont utilisées partout dans le monde, et elle tire parti de contrats mondiaux pour la publicité, la recherche marketing, la formation et d'autres fonctions d'exploitation.

Ces transactions avec des parties liées sont assorties de modalités conformes à celles offertes à des parties non liées et font l'objet de processus d'autorisation officielle. Il y a lieu de se reporter à la note 29 du *Rapport et états financiers annuels 2019* pour obtenir des détails à ce sujet.

Le 30 mars 2020, la banque a émis à HSBC Overseas Holdings (UK) Limited 50 000 000 d'actions ordinaires supplémentaires. La rubrique « Actions en circulation et dividendes » du présent rapport de gestion donne plus d'informations à ce sujet.

Le 30 juin 2020, le porteur des actions privilégiées, série G, soit HSBC Overseas Holdings (UK) Limited, a exercé son option de convertir celles-ci en actions privilégiées, série H, conformément à leurs modalités.

En tant que filiale en propriété exclusive, toutes nos actions ordinaires sont indirectement détenues par HSBC Holdings.

Risques

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du *Rapport et états financiers annuels 2019* pour une description de la façon dont la banque gère les risques à tous les échelons de l'organisation et pour tous les types de risques, rubrique qui indique les principes, politiques et pratiques clés dont nous nous servons pour gérer les risques importants, et ce, qu'ils soient financiers ou ne le soient pas.

Comme pour plusieurs autres organisations, la COVID-19 influe sur nos activités, notre personnel, nos clients et nos fournisseurs. Son incidence est résumée à la rubrique « Répercussions de la COVID-19 et notre réaction » du présent rapport de gestion, à la page 4, ainsi que dans les sections qui en traitent.

Risque de crédit

	Page
Options d'allègement de paiement	23
Sommaire du risque de crédit	23
Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA	25
Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières	28
Qualité de crédit des instruments financiers	29
Prêts de gros	32
Prêts personnels	35
Prêts douteux	37

Le risque de crédit représente le risque de subir une perte financière si un client ou une contrepartie ne s'acquitte pas de ses obligations contractuelles. Il se présente surtout dans les domaines des prêts directs, du financement du commerce international et des activités de crédit-bail, mais il découle aussi de certains autres produits comme les garanties et les dérivés de crédit.

Au cours de l'exercice, en raison des conditions uniques des marchés liées à la crise de la COVID-19, nous avons élargi nos pratiques opérationnelles afin d'offrir du soutien à nos clients dans le cadre des politiques actuelles, comme l'application d'options d'allègement des paiements décrits ci-dessous. Nos méthodes du risque de crédit n'ont fait l'objet d'aucun changement important.

La rubrique « Gestion du risque de crédit » débutant à la page 35 du *Rapport et états financiers annuels 2019* renferme un sommaire de nos méthodes et pratiques actuelles de gestion du risque de crédit.

Options d'allègement des paiements

En réaction à la COVID-19, nous continuons de travailler auprès de nos clients de gros et de détail qui pourraient avoir besoin de soutien supplémentaire pour gérer le cycle de leur fonds de roulement, leur chaîne d'approvisionnement ou d'autres risques ou pour qui une plus grande souplesse dans la gestion de leurs prêts serait bienvenue.

Nous offrons aux clients touchés par la crise des solutions souples, comme le report des paiements hypothécaires pendant un maximum de six mois et un allègement sur d'autres produits de crédit. Ces options de répit financier permettent à nos clients de cesser temporairement d'effectuer leurs paiements réguliers.

Dans le cas des contrats qui sont modifiés, nous avons procédé à une évaluation approfondie afin de tenir compte de tous les renseignements raisonnables et probants au niveau individuel ou collectif, notre objectif étant d'identifier les clients les plus vulnérables, à long terme, aux conséquences économiques, ce qui pourrait se traduire par une forte hausse du risque de crédit. Aux fins du calcul des PCA, les reports de paiement ne sont pas considérés comme causant automatiquement une forte hausse du risque de crédit ou le transfert des prêts concernés dans ceux des stades 2 ou 3, toutes choses étant égales par ailleurs.

Cette évaluation a pris en compte non seulement les mesures de répit utilisées, le cas échéant, mais aussi les autres informations

raisonnables et probantes que nous avons au sujet du risque de défaillance sur la durée de vie des prêts.

Le tableau suivant présente, au 30 juin 2020, le nombre de comptes à l'égard desquels la banque a octroyé des options d'allègement des paiements ainsi que l'encours des prêts qui y ont été prélevés.

Prêts personnels		
Nombre de comptes de prêts hypothécaires résidentiels et de marges de crédit sur l'avoire propre bénéficiant d'options d'allègement de paiement	En milliers	5
Encours des comptes de prêts hypothécaires résidentiels et de marges de crédit sur l'avoire propre bénéficiant d'options d'allègement de paiement	M\$	2 467
Total de l'encours des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur l'avoire propre	M\$	28 491
Options d'allègement de paiement en pourcentage du total des prêts hypothécaires résidentiels et des marges de crédit sur l'avoire propre	%	8,7
Nombre d'autres comptes de prêts personnels bénéficiant d'options d'allègement de paiement	En milliers	1
Encours des autres comptes de prêts personnels bénéficiant d'options d'allègement de paiement	M\$	27
Total de l'encours des autres prêts personnels	M\$	1 408
Options d'allègement de paiement en pourcentage du total des autres prêts personnels	%	1,9
Prêts de gros		
Nombre de comptes bénéficiant d'options d'allègement de paiement	En milliers	2
Encours des comptes de prêts bénéficiant d'options d'allègement de paiement	M\$	2 430
Total de l'encours des prêts de gros	M\$	32 850
Options d'allègement de paiement en pourcentage du total des prêts de gros	%	7,4

Sommaire du risque de crédit

L'information qui suit présente la valeur comptable brute/valeur nominale des instruments financiers auxquels s'appliquent les exigences de dépréciation d'IFRS 9 ainsi que la correction de valeur pour PCA connexe.

Au 30 juin 2020, la correction de valeur pour PCA comprenait un montant de 533 M\$ relatif aux actifs détenus au coût amorti, un montant de 58 M\$ relatif aux engagements de prêts et aux garanties financières, un autre de 1 M\$ ayant trait aux instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global et enfin une somme de 7 M\$ au titre des contrats de garantie de bonne exécution.

Sommaire des instruments financiers soumis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9*

	Notes	Au			
		30 juin 2020		31 déc. 2019	
		Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute/valeur nominale	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts et avances à des clients au coût amorti		62 749	(486)	62 164	(242)
– particuliers		29 899	(71)	29 192	(60)
– grandes sociétés et entreprises		32 850	(415)	32 972	(182)
Prêts et avances à des banques au coût amorti		1 086	–	1 169	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti		29 550	(47)	11 662	(30)
– trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales		12 743	–	54	–
– effets en cours de compensation auprès d'autres banques		18	–	15	–
– prises en pension à des fins autres que de transaction		9 974	–	6 269	–
– engagements de clients en contrepartie d'acceptations		3 819	(20)	3 505	(5)
– autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir	1	2 996	(27)	1 819	(25)
Total de la valeur comptable brute, montant constaté au bilan		93 385	(533)	74 995	(272)
Prêts et autres engagements relatifs au crédit		44 747	(54)	42 700	(22)
– particuliers		7 953	(1)	7 444	(1)
– grandes sociétés et entreprises		36 794	(53)	35 256	(21)
Garanties financières	2	2 001	(4)	2 124	(2)
– particuliers		7	–	7	–
– grandes sociétés et entreprises		1 994	(4)	2 117	(2)
Total de la valeur nominale, montant hors bilan	3	46 748	(58)	44 824	(24)
		Juste valeur	Correction de valeur pour PCA	Juste valeur	Correction de valeur pour PCA
		M\$	M\$	M\$	M\$
Instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	4	21 314	(1)	23 625	(1)

1 N'incluent que les instruments financiers qui sont assujettis aux exigences de dépréciation d'IFRS 9. Les autres actifs, paiements anticipés et produits à recevoir, tels qu'ils sont présentés au bilan consolidé, comprennent tant les actifs financiers que les actifs non financiers.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

3 Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

4 Les instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global continuent d'être évalués à la juste valeur, la correction de valeur pour PCA étant traitée en tant qu'élément pour mémoire. La variation des PCA est comptabilisée dans l'état du résultat net en tant que variation des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit.

Le tableau qui suit donne un aperçu du risque de crédit de la banque, par stade et par secteur, ainsi que de la couverture des PCA associée. Les actifs financiers comptabilisés pour chaque stade sont assortis des caractéristiques suivantes :

Stade 1 : non dépréciés, sans hausse significative du risque de crédit et pour lesquels une correction de valeur pour PCA sur 12 mois est comptabilisée.

Stade 2 : hausse significative du risque de crédit depuis la comptabilisation initiale et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Stade 3 : indications objectives de dépréciation, par conséquent, considérés comme en défaillance ou autrement dépréciés et pour lesquels des PCA sur la durée de vie sont comptabilisées.

Sommaire du risque de crédit (compte non tenu des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global) par stade et couverture des PCA*

	Valeur comptable brute/valeur nominale ¹				Correction de valeur pour PCA				% de couverture des PCA			
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	%	%	%	%
Prêts et avances à des clients au coût amorti	52 623	9 699	427	62 749	(80)	(219)	(187)	(486)	0,2	2,3	43,8	0,8
– particuliers	28 691	1 119	89	29 899	(17)	(38)	(16)	(71)	0,1	3,4	18,0	0,2
– grandes sociétés et entreprises	23 932	8 580	338	32 850	(63)	(181)	(171)	(415)	0,3	2,1	50,6	1,3
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 086	–	–	1 086	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	28 701	822	27	29 550	(6)	(14)	(27)	(47)	–	1,7	100,0	0,2
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	35 862	8 823	62	44 747	(13)	(41)	–	(54)	–	0,5	–	0,1
– particuliers	7 844	97	12	7 953	(1)	–	–	(1)	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	28 018	8 726	50	36 794	(12)	(41)	–	(53)	–	0,5	–	0,1
Garanties financières ²	1 738	262	1	2 001	(1)	(3)	–	(4)	0,1	1,1	–	0,2
– particuliers	6	1	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	1 732	261	1	1 994	(1)	(3)	–	(4)	0,1	1,1	–	0,2
Au 30 juin 2020	120 010	19 606	517	140 133	(100)	(277)	(214)	(591)	0,1	1,4	41,4	0,4

Prêts et avances à des clients au coût amorti	57 168	4 662	334	62 164	(40)	(85)	(117)	(242)	0,1	1,8	35,0	0,4
– particuliers	28 536	569	87	29 192	(14)	(31)	(15)	(60)	–	5,4	17,2	0,2
– grandes sociétés et entreprises	28 632	4 093	247	32 972	(26)	(54)	(102)	(182)	0,1	1,3	41,3	0,6
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 169	–	–	1 169	–	–	–	–	–	–	–	–
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	11 305	331	26	11 662	(2)	(3)	(25)	(30)	–	0,9	96,2	0,3
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	38 620	4 014	66	42 700	(6)	(15)	(1)	(22)	–	0,4	1,5	0,1
– particuliers	7 268	164	12	7 444	(1)	–	–	(1)	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	31 352	3 850	54	35 256	(5)	(15)	(1)	(21)	–	0,4	1,9	0,1
Garanties financières ²	1 921	201	2	2 124	(1)	(1)	–	(2)	0,1	0,5	–	0,1
– particuliers	6	1	–	7	–	–	–	–	–	–	–	–
– grandes sociétés et entreprises	1 915	200	2	2 117	(1)	(1)	–	(2)	0,1	0,5	–	0,1
Au 31 déc. 2019	110 183	9 208	428	119 819	(49)	(104)	(143)	(296)	–	1,1	33,4	0,2

¹ Représente le montant à risque maximal si les montants relatifs aux contrats étaient prélevés en entier et si le client n'honorait pas ses obligations.

² Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA*

La comptabilisation et l'évaluation des PCA exigent de poser des jugements importants et de faire de nombreuses estimations. Nous élaborons plusieurs scénarios économiques en nous fondant sur les prévisions économiques, nous appliquons les hypothèses qui s'en dégagent aux modèles portant sur le risque de crédit pour estimer les pertes de crédit futures et nous faisons une pondération probabiliste des résultats afin d'en arriver à une estimation objective des PCA.

Méthodologie

En ce qui concerne l'adoption et la formulation de scénarios économiques, notre méthodologie est décrite à la page 40 du *Rapport et états financiers annuels 2019*.

Hormis les améliorations effectuées afin d'évaluer l'incidence de la COVID-19, aucune modification n'a été apportée à cette méthodologie en 2020.

Description des scénarios économiques consensuels

Le tableau ci-après indique les principales variables macroéconomiques et les probabilités attribuées aux scénarios économiques consensuels.

Scénarios économiques consensuels^{1,2}

	Scénario central	Scénario optimiste	Scénario pessimiste	Scénario pessimiste supplémentaire
Croissance du PIB (%)				
Taux de croissance annuel moyen : 2020	-7,1	-7,0	-7,3	-9,6
Taux de croissance annuel moyen : 2021	5,5	5,9	4,6	-9,1
Taux de croissance moyen : T1 2022 – T2 2025	2,1	2,2	2,1	3,9
Pire trimestre : T3 2020 – T2 2022	-8,2 (T3 20)	-8,1 (T3 20)	-8,6 (T3 20)	-14,3 (T2 21)
Taux de chômage (%)				
Taux annuel moyen : 2020	10,0	9,9	10,2	13,1
Taux annuel moyen : 2021	8,1	7,3	9,1	11,9
Taux moyen : T1 2022 – T2 2025	6,5	6,4	6,6	11
Pire trimestre : T3 2020 – T2 2022	11,1 (T3 20)	11,0 (T3 20)	11,5 (T3 20)	19,5 (T3 20)
Indice de prix des logements (%)				
Taux d'augmentation annuel moyen : 2020	0,2	0,8	-1,1	-6,6
Taux d'augmentation annuel moyen : 2021	2,1	9,5	-4,8	-19,8
Taux d'augmentation moyen : T1 2022 – T2 2025	3,4	5,6	1,0	3,4
Pire trimestre : T3 2020 – T2 2022	-4,0 (T1 21)	-1,3 (T3 20)	-9,0 (T1 21)	-27,6 (T2 21)
Prix du pétrole Brent (\$US le baril)				
Prix annuel moyen : 2020	34,2	46,5	29,0	29,8
Prix annuel moyen : 2021	37,0	76,4	22,4	14,9
Prix moyen : T1 2022 – T2 2025	44,3	49,0	42,3	31,3
Pire trimestre : T3 2020 – T2 2022	28,1 (T3 20)	47,4 (T3 20)	17,8 (T4 20)	14,3 (T3 21)
Probabilité	70	10	15	5

¹ Les scénarios économiques consensuels sont fondés sur les moyennes de la période allant du T3 2020 au T2 2025.

² La mise à jour trimestrielle des scénarios économiques consensuels a eu une incidence négligeable pour la période correspondante.

Scénario pessimiste supplémentaire

Un scénario pessimiste de rechange a été élaboré afin de rendre compte de la perception de la direction en égard aux risques extrêmes. Dans ce scénario dit en « U », il est présumé que plusieurs des principaux risques de la banque se matérialisent simultanément et qu'il se produit une récession extrêmement profonde et prolongée. Un taux de probabilité de 5 % a été attribué à ce scénario.

Estimations comptables et jugements critiques

Tel qu'il est indiqué à la rubrique « Estimations comptables et jugements critiques » figurant dans le *Rapport et états financiers annuels 2019*, le calcul des PCA en vertu d'IFRS 9 exige de nombreux jugements, hypothèses et estimations. Le degré d'incertitude quant aux estimations et les jugements requis pour calculer les pertes de crédit attendues ont augmenté depuis le 31 décembre 2019 en raison des conséquences économiques de la pandémie de COVID-19, ce qui englobe des jugements significatifs concernant :

- la sélection et la pondération de scénarios économiques, vu l'impossibilité de prédire le moment ou l'incidence de la propagation du virus, son traitement et son endiguement, de même que la conjoncture évoluant à un rythme sans précédent, laquelle pourrait être intensifiée par toutes mesures de

restrictions quant aux échanges économiques et aux déplacements à l'échelle mondiale, l'incertitude des résultats des mesures de soutien des gouvernements et des banques centrales visant à atténuer les conséquences néfastes sur l'économie et l'élargissement de la distribution des prévisions économiques. Déterminer s'il est plus probable que l'incidence économique de la pandémie soit temporaire ou prolongée ainsi que le rythme de la reprise constituent les jugements les plus importants;

- l'estimation des répercussions économiques des scénarios sur les PCA, lorsqu'il n'existe aucune tendance historique observable pouvant être intégrée aux modèles afin de refléter avec précision la gravité et la rapidité des changements économiques associés à la COVID-19. Les hypothèses modélisées et les liens entre les facteurs économiques et les pertes de crédit peuvent sous-estimer ou surestimer les PCA dans ces circonstances, et il existe une incertitude importante quant à l'estimation de certains paramètres, tels que les valeurs des garanties et l'ampleur des pertes; et
- l'identification des clients à l'égard desquels le risque de crédit et la détérioration du crédit ont fortement augmenté, soit surtout ceux qui ont obtenu des reports de paiement et d'autres mesures d'allègement visant à résoudre leurs problèmes de liquidité à court terme ou qui ont reconduit ces reports, les renseignements de crédit concernant ces clients étant limités. L'utilisation de techniques de segmentation pour les indicateurs signalant des augmentations significatives du risque de crédit met en jeu une incertitude importante relative aux estimations.

Rôle des scénarios économiques dans le calcul des PCA

Les méthodes utilisées pour appliquer des données économiques prospectives au calcul des PCA liées aux prêts de gros, aux prêts personnels et aux portefeuilles sont décrites à la page 41 du *Rapport et états financiers annuels 2019*. Les modèles employés sont fondés en grande partie sur des observations historiques et des corrélations avec les taux de défaillance.

Pour certains scénarios, les projections, au 30 juin 2020, des variables macroéconomiques débordent du cadre des observations historiques à partir desquelles les modèles, conformément à IFRS 9, ont été élaborés et calibrés. Qui plus est, la complexité des programmes de soutien gouvernementaux et les normes réglementaires concernant le traitement de leurs effets pour les clients (tels les exemptions et les congés de paiement) ainsi que le déroulement hautement imprévisible de la pandémie n'ont jamais été modélisés. Par conséquent, dans certains cas et surtout en ce qui concerne le scénario pessimiste supplémentaire, les modèles, selon IFRS 9, qu'emploie la banque donnent des résultats modélisés moins fiables. Ainsi, des ajustements doivent être intégrés aux modèles ou effectués subséquemment afin d'assurer qu'un montant approprié de dépréciation au titre des PCA est constaté.

Ces ajustements comprennent le perfectionnement des données d'entrée et des résultats des modèles et le recours au jugement de la direction et à des analyses quantitatives plus détaillées afin de définir les répercussions qu'il est difficile de modéliser. Afin d'assurer un cadre uniforme, nous avons identifié les segments de modèle dont les résultats étaient vraisemblables, nous appuyant à cette fin sur des données de référence historiques, et avons établi les pires données économiques d'entrée lorsque les résultats des modèles étaient jugés fiables. La réexécution des modèles au moyen de ces données économiques maximales a permis de définir les conditions limites dont se servent les spécialistes du crédit pour établir les autres ajustements requis, lesquels s'appuient alors sur leur propre jugement et une analyse granulaire.

Ajustements des modèles subséquents

Dans le cadre d'IFRS 9, les ajustements apportés subséquemment aux modèles constituent des hausses ou des baisses à court terme des PCA, et ce, au niveau des clients ou des portefeuilles, de sorte à tenir compte d'événements majeurs récents, des lacunes des modèles et des jugements des spécialistes du crédit après que la direction ait examiné les modèles et mis en doute leur pertinence. Nous avons instauré un cadre interne de gouvernance afin de surveiller régulièrement de tels ajustements et, dans la mesure du possible, de réduire notre dépendance envers eux, ce qui signifie recalibrer les modèles ou en élaborer de nouveau, selon ce qui convient.

Analyse de sensibilité des scénarios économiques liés aux estimations des PCA

La direction a évalué la sensibilité des résultats des PCA à la lumière des prévisions économiques et en a tenu compte dans le processus de gouvernance des PCA en recalculant celles-ci selon chacun des scénarios indiqués ci-dessus pour quelques portefeuilles, en attribuant une pondération de 100 % à chacun de ces scénarios à tour de rôle. La pondération est prise en compte pour déterminer s'il y a une augmentation significative du risque de crédit ainsi que pour évaluer les PCA en résultant.

Les PCA calculées pour les scénarios optimiste et pessimiste ne doivent pas être considérées comme représentatives des pertes de crédit minimales et maximales qui pourraient réellement être subies. L'incidence des défaillances qui pourraient survenir dans l'avenir aux termes de scénarios économiques différents est prise en compte en recalculant les PCA liées aux prêts de stades 1 et 2 à la date du bilan. Le groupe de prêts de stade 3 (en défaillance) à cette date demeure le même aux fins de ces calculs de la sensibilité. Les PCA liées aux prêts de stade 3 ne sont sensibles à des changements de prévisions économiques que si la PCD d'un portefeuille donné l'est également.

Dans le cas des expositions des prêts de gros au risque de crédit, l'analyse de sensibilité exclut les PCA ainsi que les instruments financiers associés aux débiteurs en situation de défaut étant donné que la mesure des PCA est relativement plus sensible aux facteurs de crédit propres à un débiteur qu'aux scénarios économiques futurs et qu'il est impossible d'isoler l'incidence des facteurs macroéconomiques dans le cadre d'évaluations individuelles.

Dans le cas des expositions des prêts personnels au risque de crédit, l'analyse de sensibilité inclut les PCA liées aux prêts et avances à des clients en situation de défaut étant donné que les PCA des portefeuilles de prêts hypothécaires garantis, ce qui inclut les prêts de tout stade, sont sensibles aux variables macroéconomiques.

Analyse du portefeuille de prêts de gros

Sensibilité des PCA à la conjoncture économique future (IFRS 9)¹

PCA associées aux instruments financiers exposés à une incertitude importante relative à l'évaluation au 30 juin 2020 ²	M\$
PCA présentées	324
Scénarios consensuels	
Scénario central	286
Scénario optimiste	208
Scénario pessimiste	406
Scénarios de rechange	
Scénario pessimiste supplémentaire	889
Valeur comptable brute ³	112 319

PCA associées aux instruments financiers exposés à une incertitude importante relative à l'évaluation au 31 décembre 2019 ²	M\$
PCA présentées	105
Scénarios consensuels	
Scénario central	103
Scénario optimiste	83
Scénario pessimiste	141
Valeur comptable brute ³	96 846

- ¹ Exclut les PCA et les instruments financiers en lien avec des débiteurs en situation de défaut étant donné que le calcul des PCA est relativement plus sensible aux facteurs de crédit propres à un débiteur qu'aux scénarios économiques futurs.
- ² Inclut les instruments financiers hors bilan exposés à une incertitude importante relative à l'évaluation.
- ³ Inclut les instruments financiers présentant un faible risque de crédit, tels les instruments d'emprunt à la JVAERG, lesquels ont une valeur comptable élevée, mais de faibles PCA aux termes de tous ces scénarios.

Analyse du portefeuille de prêts personnels

Sensibilité des PCA à la conjoncture économique future (IFRS 9)¹

PCA associées aux prêts et avances à des clients au 30 juin 2020 ²	M\$
PCA présentées	63
Scénarios consensuels	
Scénario central	57
Scénario optimiste	52
Scénario pessimiste	67
Scénarios de rechange	
Scénario pessimiste supplémentaire	169
Valeur comptable brute	29 706

PCA associées aux prêts et avances à des clients au 31 décembre 2019 ²	M\$
PCA présentées	50
Scénarios consensuels	
Scénario central	50
Scénario optimiste	47
Scénario pessimiste	53
Valeur comptable brute	28 999

- ¹ La sensibilité des PCA ne tient pas compte des portefeuilles pour lesquels les méthodes de modélisation sont moins complexes.
- ² La sensibilité des PCA ne tient compte que des instruments financiers figurant au bilan et auxquels s'appliquent les dispositions d'IFRS 9 relatives à la dépréciation.

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Trimestre clos le							
	30 juin 2020				30 juin 2019			
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde à l'ouverture de la période	58	182	144	384	34	89	76	199
Transferts d'instruments financiers :	20	(22)	2	—	9	(12)	3	—
– transferts du stade 1 au stade 2	(10)	10	—	—	(2)	2	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1	29	(29)	—	—	11	(11)	—	—
– transferts vers le stade 3	—	(3)	3	—	—	(3)	3	—
– transferts hors du stade 3	1	—	(1)	—	—	—	—	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(15)	12	—	(3)	(7)	4	—	(3)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	3	—	—	3	3	—	—	3
Variations des paramètres de risque	29	97	59	185	(2)	22	30	50
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	—	(3)	—	(3)	(1)	(1)	(7)	(9)
Actifs sortis du bilan	—	—	(16)	(16)	—	—	(12)	(12)
Autres	(1)	(3)	(2)	(6)	—	—	(1)	(1)
Solde à la clôture de la période	94	263	187	544	36	102	89	227
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	17	106	59	182	(7)	25	23	41
Reprises	—	—	(2)	(2)	—	—	(1)	(1)
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	17	106	57	180	(7)	25	22	40

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Semestre clos le							
	30 juin 2020				30 juin 2019			
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Solde à l'ouverture de la période	47	101	118	266	43	99	89	231
Transferts d'instruments financiers :	24	(32)	8	—	16	(20)	4	—
– transferts du stade 1 au stade 2	(16)	16	—	—	(4)	4	—	—
– transferts du stade 2 au stade 1	38	(38)	—	—	19	(19)	—	—
– transferts vers le stade 3	—	(11)	11	—	—	(6)	6	—
– transferts hors du stade 3	2	1	(3)	—	1	1	(2)	—
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(21)	20	—	(1)	(14)	9	—	(5)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	6	—	—	6	4	—	—	4
Variations des paramètres de risque	40	178	99	317	(12)	17	37	42
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(1)	(4)	(4)	(9)	(1)	(3)	(10)	(14)
Actifs sortis du bilan	—	—	(34)	(34)	—	—	(28)	(28)
Autres	(1)	—	—	(1)	—	—	(3)	(3)
Solde à la clôture de la période	94	263	187	544	36	102	89	227
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	24	194	95	313	(23)	23	27	27
Reprises	—	—	(4)	(4)	—	—	(4)	(4)
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	24	194	91	309	(23)	23	23	23

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

	Semestre clos le			
	30 juin 2020		30 juin 2019	
	Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes de crédit	Charge/(reprise) au titre des PCA	Correction de valeur pour PCA/autres provisions pour pertes de crédit	Charge/(reprise) au titre des PCA
	M\$	M\$	M\$	M\$
Tel qu'indiqué précédemment	544	309	227	23
Autres actifs financiers évalués au coût amorti	47	19	35	5
Contrats de garantie de bonne exécution	7	2	2	—
Instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	1	—	1	—
Total de la correction de valeur pour PCA/Total de la charge/(reprise) comptabilisée à l'état du résultat net au titre des PCA pour la période	599	330	265	28

Qualité de crédit des instruments financiers*

Nous évaluons la qualité de crédit de tous les instruments financiers qui sont exposés au risque de crédit. La qualité de crédit des instruments financiers reflète une évaluation à un moment précis de leur probabilité de défaillance, alors que les stades 1 et 2 selon IFRS 9 sont déterminés en fonction de

la détérioration relative de la qualité de crédit depuis la constatation initiale. Par conséquent, en ce qui concerne les instruments financiers non douteux, il n'existe aucun lien direct entre l'évaluation de la qualité de crédit et les stades 1 et 2 selon IFRS 9 même si, typiquement, la proportion des fourchettes inférieures de la qualité de crédit est plus importante au stade 2.

Définitions servant au classement selon la qualité

- Les prêts de la catégorie « excellente » sont associés à une grande capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à une probabilité de défaillance négligeable ou faible et/ou de faibles niveaux de pertes prévues.
- Les prêts de la catégorie « bonne » doivent faire l'objet d'une surveillance un peu plus étroite et sont associés à une bonne capacité, de la part des emprunteurs, de respecter leurs engagements financiers et à un faible risque de défaillance.
- Les prêts de la catégorie « satisfaisante » doivent faire l'objet d'une surveillance plus étroite, les emprunteurs étant en mesure ou assez en mesure de respecter leurs engagements financiers, et sont associés à un risque de défaillance modéré.
- Les prêts de la catégorie « faible » exigent une attention soutenue, à divers degrés, et sont associés à un risque de défaillance plus inquiétant.
- Les prêts de la catégorie « douteuse » sont jugés comme douteux.

Les cinq catégories de classement de la qualité définies ci-dessus englobent toutes une fourchette de notations de crédit internes détaillées qui ont été attribuées aux activités d'octroi de prêts de gros et de prêts personnels ainsi que des notations externes qui ont été accordées par des agences externes aux titres de créance.

La qualité de crédit des prêts personnels est présentée en fonction d'une probabilité de défaillance sur 12 mois établie à un moment précis et au moyen de pondérations probabilistes. La qualité de crédit des prêts de gros est fondée sur des notations internes du risque de crédit.

Classement selon la qualité de crédit

Classement selon la qualité	Titres de créance et autres lettres de change		Prêts de gros		Prêts personnels	
	Notation externe	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle (%)	Notation interne	Probabilité de défaillance sur 12 mois selon Bâle et des pondérations probabilistes (%)	
Excellente	A- et supérieure	CRR1 à CRR2	0,000-0,169	Fourchettes 1 et 2	0,000-0,500	
Bonne	BBB+ à BBB-	CRR3	0,170-0,740	Fourchette 3	0,501-1,500	
Satisfaisante	BB+ à B et non noté	CRR4 à CRR5	0,741-4,914	Fourchettes 4 et 5	1,501-20,000	
Faible	B- à C	CRR6 à CRR8	4,915-99,999	Fourchette 6	20,001-99,999	
Douteuse	Défaillance	CRR9 à CRR10	100,000	Fourchette 7	100,000	

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers*

	Valeur comptable brute/valeur nominale					Total M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur nette M\$
	Excellente M\$	Bonne M\$	Satisfaisante M\$	Faible M\$	Douteuse M\$			
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹	20 610	—	—	—	—	20 610	(1)	20 609
– stade 1	20 610	—	—	—	—	20 610	(1)	20 609
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	29 816	15 927	14 436	2 143	427	62 749	(486)	62 263
– stade 1	29 768	13 915	8 803	137	—	52 623	(80)	52 543
– stade 2	48	2 012	5 633	2 006	—	9 699	(219)	9 480
– stade 3	—	—	—	—	427	427	(187)	240
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 086	—	—	—	—	1 086	—	1 086
– stade 1	1 086	—	—	—	—	1 086	—	1 086
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	24 812	2 439	2 128	144	27	29 550	(47)	29 503
– stade 1	24 803	2 241	1 640	17	—	28 701	(6)	28 695
– stade 2	9	198	488	127	—	822	(14)	808
– stade 3	—	—	—	—	27	27	(27)	—
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	76 324	18 366	16 564	2 287	454	113 995	(534)	113 461
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	67,0 %	16,1 %	14,5 %	2,0 %	0,4 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	16 467	16 753	10 126	1 339	62	44 747	(54)	44 693
– stade 1	16 288	14 081	5 451	42	—	35 862	(13)	35 849
– stade 2	179	2 672	4 675	1 297	—	8 823	(41)	8 782
– stade 3	—	—	—	—	62	62	—	62
Garanties financières ²	1 113	538	243	106	1	2 001	(4)	1 997
– stade 1	1 090	522	125	1	—	1 738	(1)	1 737
– stade 2	23	16	118	105	—	262	(3)	259
– stade 3	—	—	—	—	1	1	—	1
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	17 580	17 291	10 369	1 445	63	46 748	(58)	46 690
Au 30 juin 2020	93 904	35 657	26 933	3 732	517	160 743	(592)	160 151

1 Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui est présentée ci-dessus ne correspond pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Répartition, par qualité de crédit et par stade, des instruments financiers (suite)*

	Valeur comptable brute/valeur nominale					Total M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur nette M\$
	Excellente M\$	Bonne M\$	Satisfaisante M\$	Faible M\$	Douteuse M\$			
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ¹	23 480	—	—	—	—	23 480	(1)	23 479
– stade 1	23 480	—	—	—	—	23 480	(1)	23 479
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Prêts et avances à des clients au coût amorti	30 152	17 813	12 304	1 561	334	62 164	(242)	61 922
– stade 1	30 082	17 292	9 620	174	—	57 168	(40)	57 128
– stade 2	70	521	2 684	1 387	—	4 662	(85)	4 577
– stade 3	—	—	—	—	334	334	(117)	217
Prêts et avances à des banques au coût amorti	1 169	—	—	—	—	1 169	—	1 169
– stade 1	1 169	—	—	—	—	1 169	—	1 169
– stade 2	—	—	—	—	—	—	—	—
– stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—
Autres actifs financiers au coût amorti	7 513	2 401	1 647	75	26	11 662	(30)	11 632
– stade 1	7 513	2 373	1 401	18	—	11 305	(2)	11 303
– stade 2	—	28	246	57	—	331	(3)	328
– stade 3	—	—	—	—	26	26	(25)	1
Total de la valeur comptable brute figurant au bilan	62 314	20 214	13 951	1 636	360	98 475	(273)	98 202
Cote de qualité de crédit en pourcentage du total	63,3 %	20,5 %	14,2 %	1,7 %	0,4 %	100,0 %		
Engagements de prêts et autres engagements relatifs au crédit	16 851	16 796	8 208	779	66	42 700	(22)	42 678
– stade 1	16 831	15 908	5 772	109	—	38 620	(6)	38 614
– stade 2	20	888	2 436	670	—	4 014	(15)	3 999
– stade 3	—	—	—	—	66	66	(1)	65
Garanties financières ²	1 151	610	241	120	2	2 124	(2)	2 122
– stade 1	1 151	610	151	9	—	1 921	(1)	1 920
– stade 2	—	—	90	111	—	201	(1)	200
– stade 3	—	—	—	—	2	2	—	2
Total de la valeur nominale ne figurant pas au bilan	18 002	17 406	8 449	899	68	44 824	(24)	44 800
Au 31 déc. 2019	80 316	37 620	22 400	2 535	428	143 299	(297)	143 002

1 Aux fins des présentes, la valeur comptable brute est définie en tant que coût amorti d'un actif financier, compte non tenu de tout ajustement au titre des corrections de valeur pour perte. Ainsi, la valeur comptable brute des instruments d'emprunt évalués à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global qui est présentée ci-dessus ne correspond pas à la valeur inscrite au bilan puisqu'elle ne tient pas compte des profits et des pertes de juste valeur.

2 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Rapport de gestion

Prêts de gros

Total des prêts de gros – Prêts et avances à des clients au coût amorti

	Au			
	30 juin 2020		31 déc. 2019	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
Note	M\$	M\$	M\$	M\$
Grandes sociétés et entreprises				
– agriculture, foresterie et pêches	533	(5)	446	(9)
– extraction minière et exploitation de carrières	1 725	(170)	1 878	(42)
– fabrication	5 548	(57)	5 505	(27)
– électricité, gaz, vapeur et air conditionné	393	(1)	336	(1)
– aqueduc, égouts, gestion des déchets et remise en état	106	–	101	–
– construction	960	(14)	963	(11)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes	5 419	(59)	5 728	(42)
– transport et entreposage	2 798	(24)	2 829	(14)
– hébergement et restauration	1 336	(13)	1 167	(1)
– édition, audiovisuel et diffusion	966	(6)	1 040	(6)
– immobilier	8 171	(36)	8 509	(12)
– activités professionnelles, scientifiques et techniques	1 208	(7)	1 181	(6)
– services administratifs et de soutien	820	(12)	1 090	(5)
– éducation	149	–	171	–
– santé et soins	230	(1)	244	–
– arts, divertissements et loisirs	304	(2)	294	–
– autres services	174	(1)	195	(1)
– gouvernement	29	–	25	–
– institutions financières non bancaires	1 981	(7)	1 270	(5)
Total	32 850	(415)	32 972	(182)
Par région	<i>2</i>			
Canada	30 598	(387)	30 547	(171)
– Colombie-Britannique	9 223	(71)	9 309	(27)
– Ontario	11 117	(86)	10 486	(49)
– Alberta	5 273	(169)	5 562	(59)
– Québec	3 609	(41)	3 812	(21)
– Saskatchewan et Manitoba	911	(12)	896	(10)
– Provinces de l'Atlantique	465	(8)	482	(5)
États-Unis d'Amérique	1 221	(11)	1 437	(4)
Autres	1 031	(17)	988	(7)
Total	32 850	(415)	32 972	(182)

1 La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées aux ressources énergétiques.

2 L'emplacement géographique provincial est établi en fonction de l'adresse de la succursale qui a octroyé le prêt et l'emplacement géographique à l'étranger est fondé sur le pays de constitution.

Prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Trimestre clos le								
	30 juin 2020				30 juin 2019				
	Non douteux		Douteux		Total	Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Stade 1		Stade 2	Stade 3	Total	
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$		
Solde à l'ouverture de la période	48	144	127	319	24	61	61	146	
Transferts d'instruments financiers :	13	(15)	2	—	3	(5)	2	—	
– transferts du stade 1 au stade 2	(10)	10	—	—	(1)	1	—	—	
– transferts du stade 2 au stade 1	23	(23)	—	—	4	(4)	—	—	
– transferts vers le stade 3	—	(2)	2	—	—	(2)	2	—	
– transferts hors du stade 3	—	—	—	—	—	—	—	—	
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(12)	9	—	(3)	(2)	2	—	—	
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	3	—	—	3	2	—	—	2	
Variations des paramètres de risque	25	91	57	173	(1)	12	25	36	
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	—	(1)	—	(1)	—	—	(4)	(4)	
Actifs sortis du bilan	—	—	(13)	(13)	—	—	(8)	(8)	
Autres	(1)	(3)	(2)	(6)	—	—	(2)	(2)	
Solde à la clôture de la période	76	225	171	472	26	70	74	170	
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	16	99	57	172	(1)	14	21	34	
Reprises sur pertes de valeur	—	—	—	—	—	—	—	—	
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	16	99	57	172	(1)	14	21	34	

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Rapport de gestion

Prêts de gros – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des banques et à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Semestre clos le								
	30 juin 2020				30 juin 2019				
	Non douteux		Douteux		Total	Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Stade 1		Stade 2	Stade 3	Total	
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$		
Solde à l'ouverture de la période	32	70	103	205	29	74	73	176	
Transferts d'instruments financiers :	12	(19)	7	—	3	(7)	4	—	
– transferts du stade 1 au stade 2	(15)	15	—	—	(3)	3	—	—	
– transferts du stade 2 au stade 1	26	(26)	—	—	6	(6)	—	—	
– transferts vers le stade 3	—	(8)	8	—	—	(4)	4	—	
– transferts hors du stade 3	1	—	(1)	—	—	—	—	—	
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(13)	15	—	2	(4)	6	—	2	
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	5	—	—	5	3	—	—	3	
Variations des paramètres de risque	41	160	89	290	(5)	(2)	24	17	
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	—	(1)	(1)	(2)	—	(1)	(4)	(5)	
Actifs sortis du bilan	—	—	(27)	(27)	—	—	(20)	(20)	
Autres	(1)	—	—	(1)	—	—	(3)	(3)	
Solde à la clôture de la période	76	225	171	472	26	70	74	170	
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	33	174	88	295	(6)	3	20	17	
Reprises sur pertes de valeur	—	—	—	—	—	—	—	—	
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	33	174	88	295	(6)	3	20	17	

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Pour le semestre, et en regard de ce qu'elle était au 31 décembre 2019, la correction de valeur pour PCA liées aux prêts de gros a augmenté de 267 M\$, ou 130 %, et la variation des PCA liées à ces prêts au cours de la période a donné lieu à une charge de 295 M\$ à l'état du résultat net, ce qui a découlé essentiellement de la détérioration des scénarios économiques prospectifs en lien avec la COVID-19.

Le total de la couverture des PCA liées aux prêts et avances à des clients des services aux grandes sociétés et entreprises se situait à 1,3 % au 30 juin 2020, ce qui signale une hausse de 0,7 % comparativement à celui au 31 décembre 2019. Au cours du semestre, la couverture des PCA liées aux prêts de stade 3 est celle qui a le plus augmenté, à savoir de 9,3 %, et celles ayant trait aux prêts de stades 1 et 2 se sont accrues de 0,2 % et de 0,8 %, respectivement.

Prêts personnels

Total des prêts personnels - Prêts et avances à des clients au coût amorti

	Au			
	30 juin 2020		31 déc. 2019	
	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA	Valeur comptable brute	Correction de valeur pour PCA
Note	M\$	M\$	M\$	M\$
Prêts hypothécaires résidentiels	26 903	(28)	25 855	(23)
Marges de crédit sur l'avoir propre	1 588	(4)	1 664	(4)
Facilités de crédit personnel renouvelables	547	(16)	610	(14)
Autres facilités de crédit personnel	533	(8)	665	(4)
Portefeuille de prêts de détail sur cartes de crédit	278	(8)	341	(9)
Portefeuille de prêts à la consommation en voie de liquidation	50	(7)	57	(6)
Total	29 899	(71)	29 192	(60)
Par région	<i>1</i>			
Canada	29 714	(69)	29 009	(58)
– Colombie-Britannique	14 685	(28)	14 327	(22)
– Ontario	11 369	(21)	11 161	(18)
– Alberta	1 729	(8)	1 663	(7)
– Québec	1 369	(6)	1 327	(6)
– Saskatchewan et Manitoba	318	(2)	304	(2)
– Provinces de l'Atlantique	237	(4)	220	(3)
– Territoires	7	–	7	–
Autres	185	(2)	183	(2)
Total	29 899	(71)	29 192	(60)

1 L'emplacement géographique est fondé sur l'adresse du client.

Prêts personnels – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Trimestre clos le							
	30 juin 2020				30 juin 2019			
	Non douteux		Douteux		Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Total
Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Solde à l'ouverture de la période	10	38	17	65	10	28	15	53
Transferts d'instruments financiers :	7	(7)	–	–	6	(7)	1	–
– transferts du stade 1 au stade 2	–	–	–	–	(1)	1	–	–
– transferts du stade 2 au stade 1	6	(6)	–	–	7	(7)	–	–
– transferts vers le stade 3	–	(1)	1	–	–	(1)	1	–
– transferts hors du stade 3	1	–	(1)	–	–	–	–	–
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(3)	3	–	–	(5)	2	–	(3)
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	–	–	–	–	1	–	–	1
Variations des paramètres de risque	4	6	2	12	(1)	10	5	14
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	–	(2)	–	(2)	(1)	(1)	(3)	(5)
Actifs sortis du bilan	–	–	(3)	(3)	–	–	(4)	(4)
Autres	–	–	–	–	–	–	1	1
Solde à la clôture de la période	18	38	16	72	10	32	15	57
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	1	7	2	10	(6)	11	2	7
Reprises sur pertes de valeur	–	–	(2)	(2)	–	–	(1)	(1)
Autres	–	–	–	–	–	–	–	–
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	1	7	–	8	(6)	11	1	6

1 Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Prêts personnels – Rapprochement des corrections de valeur à l'égard des prêts et avances à des clients, y compris les engagements de prêts et les garanties financières*¹

	Semestre clos le								
	30 juin 2020				30 juin 2019				
	Non douteux		Douteux		Total	Non douteux		Douteux	
	Stade 1	Stade 2	Stade 3	Stade 1		Stade 2	Stade 3	Total	
Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA	Correction de valeur pour PCA		
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$		
Solde à l'ouverture de la période	15	31	15	61	14	25	16	55	
Transferts d'instruments financiers :	12	(13)	1	—	13	(13)	—	—	
– transferts du stade 1 au stade 2	(1)	1	—	—	(1)	1	—	—	
– transferts du stade 2 au stade 1	12	(12)	—	—	13	(13)	—	—	
– transferts vers le stade 3	—	(3)	3	—	—	(2)	2	—	
– transferts hors du stade 3	1	1	(2)	—	1	1	(2)	—	
Réévaluation nette des PCA par suite des transferts d'un stade à l'autre	(8)	5	—	(3)	(10)	3	—	(7)	
Nouveaux actifs financiers créés ou acquis	1	—	—	1	1	—	—	1	
Variations des paramètres de risque	(1)	18	10	27	(7)	19	13	25	
Actifs décomptabilisés (y compris les remboursements finaux)	(1)	(3)	(3)	(7)	(1)	(2)	(6)	(9)	
Actifs sortis du bilan	—	—	(7)	(7)	—	—	(8)	(8)	
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	
Solde à la clôture de la période	18	38	16	72	10	32	15	57	
Charge/(reprise) au titre des PCA de la période	(9)	20	7	18	(17)	20	7	10	
Reprises sur pertes de valeur	—	—	(4)	(4)	—	—	(4)	(4)	
Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total de la charge/(reprise) constatée au titre des PCA de la période	(9)	20	3	14	(17)	20	3	6	

¹ Excluent les contrats de garantie de bonne exécution.

Le total de la correction de valeur pour PCA liées aux prêts personnels a augmenté de 11 M\$ pour le semestre, ce qui a découlé surtout de la détérioration des scénarios économiques prospectifs en lien avec la COVID-19.

Pour la période, la banque a constaté une charge au titre des PCA de 18 M\$ en ce qui a trait au portefeuille de prêts personnels, facteur qui a été atténué par des reprises totalisant 4 M\$.

Le total de la couverture des PCA liées aux prêts et avances à des clients sous forme de prêts personnels est demeuré stable au cours du semestre, s'établissant à 0,2 %.

Prêts hypothécaires et marges de crédit sur l'avoir propre

Les portefeuilles de prêts hypothécaires et de marges de crédit sur l'avoir propre de la banque sont jugés à faible risque puisque la plupart d'entre eux sont garantis par une sûreté de premier rang grevant le bien immobilier sous-jacent.

Les tableaux ci-après présentent en détail la façon dont la banque atténue davantage le risque par une diversification géographique des marchés où elle exerce ses activités et par la souscription d'assurances couvrant la défaillance potentielle des emprunteurs. Par ailleurs, la banque s'impose des normes strictes en matière de souscription et de surveillance des portefeuilles dans le but d'en maintenir la qualité.

Assurance et répartition géographique¹

	Prêts hypothécaires résidentiels				Marges de crédit sur l'avoir propre ²		
	Assurés ³		Non assurés ³		Total	Non assurés	
	M\$	%	M\$	%		M\$	%
Colombie-Britannique	1 318	10 %	12 238	90 %	13 556	792	100 %
Ouest canadien ⁴	693	42 %	955	58 %	1 648	177	100 %
Ontario	2 115	19 %	8 895	81 %	11 010	561	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	532	39 %	823	61 %	1 355	82	100 %
Au 30 juin 2020	4 658	17 %	22 911	83 %	27 569	1 612	100 %

	Prêts hypothécaires résidentiels ⁵				Marges de crédit sur l'avoir propre ^{2, 5}		
	Assurés ³		Non assurés ³		Total	Non assurés	
	M\$	%	M\$	%	M\$	M\$	%
Colombie-Britannique	960	7 %	12 393	93 %	13 353	822	100 %
Ouest canadien ⁴	476	30 %	1 103	70 %	1 579	190	100 %
Ontario	1 298	13 %	8 919	87 %	10 217	589	100 %
Québec et provinces de l'Atlantique	384	29 %	933	71 %	1 317	88	100 %
Au 31 déc. 2019	3 118	12 %	23 348	88 %	26 466	1 689	100 %

1 La répartition géographique est fonction de l'emplacement des propriétés.

2 Les marges de crédit sur l'avoir propre sont des marges de crédit garanties par la valeur nette d'une propriété.

3 Les prêts hypothécaires assurés sont protégés des pertes potentielles liées aux emprunteurs par la souscription d'une assurance auprès de la Société canadienne d'hypothèques et de logement ou d'autres assureurs privés autorisés.

4 La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

5 Certains montants de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle adoptée pour l'exercice à l'étude.

Durée d'amortissement¹

	Prêts hypothécaires résidentiels		
	≤ 20 ans	> 20 à ≤ 25 ans	> 25 à ≤ 30 ans
Au 30 juin 2020	20,4 %	51,8 %	27,8 %
Au 31 déc. 2019	20,1 %	48,0 %	31,9 %

1 La durée d'amortissement est fondée sur la durée résiduelle des prêts hypothécaires résidentiels.

Ratios prêt-valeur moyens des nouveaux prêts^{1, 2}

	À la clôture du trimestre	
	Ratio prêt-valeur des prêts non assurés (en %) ³	
	Prêts hypothécaires résidentiels %	Marges de crédit sur l'avoir propre %
Colombie-Britannique	57,9 %	54,2 %
Ouest canadien ⁴	66,9 %	66,9 %
Ontario	62,9 %	59,3 %
Québec et provinces de l'Atlantique	63,2 %	61,1 %
Total au Canada pour le trimestre clos le 30 juin 2020	61,4 %	57,9 %
Total au Canada pour le trimestre clos le 31 déc. 2019	61,0 %	57,0 %

1 Tous les nouveaux prêts et toutes les nouvelles marges de crédit sur l'avoir propre ont été octroyés par la banque. Aucune acquisition n'a été effectuée durant la période.

2 Les nouveaux prêts excluent les renouvellements des prêts hypothécaires déjà consentis.

3 Les ratios prêt-valeur sont de simples moyennes calculées à partir de la valeur des propriétés à la date de l'octroi du prêt hypothécaire.

4 La région de l'Ouest canadien exclut la Colombie-Britannique.

Répercussions potentielles d'un ralentissement économique sur les prêts hypothécaires résidentiels et les marges de crédit sur l'avoir propre

La banque soumet son portefeuille de prêts personnels à des simulations de crise afin d'évaluer l'incidence d'une augmentation du taux de chômage et des taux d'intérêt, d'une baisse de la valeur des propriétés et des fluctuations d'autres variables macroéconomiques pertinentes. L'augmentation potentielle des pertes liées au portefeuille de prêts hypothécaires en cas de détérioration de l'économie est jugée surmontable compte tenu de la diversification de ce portefeuille, de son faible ratio prêt-valeur et des stratégies d'atténuation des risques en place.

Prêt douteux

Le tableau ci-après renferme une analyse de la valeur comptable brute des prêts et avances à des banques et à des clients qui sont considérés comme douteux (actifs financiers de stade 3).

Prêts et avances douteux à des banques et à des clients*

	Notes	Au			
		30 juin 2020		31 déc. 2019	
		Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$	Valeur comptable brute M\$	Correction de valeur pour PCA M\$
Grandes sociétés et entreprises		338	(171)	247	(102)
– agriculture, foresterie et pêches		8	(2)	10	(5)
– extraction minière et exploitation de carrières	1	182	(98)	62	(24)
– fabrication		37	(20)	39	(13)
– construction		12	(7)	13	(8)
– commerce de gros et de détail et réparation de véhicules à moteur et de motocyclettes		56	(21)	51	(29)
– transport et entreposage		8	(6)	7	(5)
– hébergement et restauration		3	(2)	–	–
– édition, audiovisuel et diffusion		14	(4)	15	(4)
– immobilier		12	(5)	8	(7)
– activités professionnelles, scientifiques et techniques		–	–	37	(3)
– services administratifs et de soutien		4	(4)	4	(3)
– institutions financières non bancaires		2	(2)	1	(1)
Ménages	2	89	(16)	87	(15)
Prêts et avances à des banques		–	–	–	–
Total		427	(187)	334	(117)

1 La catégorie Extraction minière et exploitation de carrières inclut les expositions liées au secteur de l'énergie.

2 La catégorie Ménages tient compte du portefeuille de prêts personnels.

Prêts renégociés

La valeur comptable des prêts renégociés s'établissait à 208 M\$ au 30 juin 2020 (135 M\$ au 31 décembre 2019).

Risque de liquidité et risque de financement

Le risque de liquidité s'entend du risque que la banque ne dispose pas des fonds nécessaires pour faire face à ses engagements lorsqu'ils deviennent exigibles ou qu'elle doit obtenir ces fonds à un coût excessif. Ce risque découle des décalages entre les flux de trésorerie entrants et sortants.

Le risque de financement représente le risque qu'un financement considéré comme viable et qui, par conséquent, est utilisé pour financer des actifs, se révèle non viable avec le temps. Ce risque se pose lorsque le financement requis pour les positions en actifs non liquides ne peut être obtenu selon les modalités escomptées et au moment voulu.

Gestion du risque de liquidité et du risque de financement

Nous continuons d'exécuter notre stratégie de gestion des risques de liquidité et de financement qui est décrite à la rubrique « Risque de liquidité et de financement » du *Rapport et états financiers annuels 2019*. Le cadre interne de gestion du risque de liquidité et du risque de financement de la banque se fonde sur le cadre réglementaire du ratio de liquidité à court terme (*Liquidity Coverage Ratio* ou « LCR ») et du ratio de liquidité à long terme (*Net Stable Funding Ratio* ou « NSFR »), et comporte aussi d'autres mesures, limites et recoupements servant à gérer les risques qui, selon la banque, ne sont pas adéquatement couverts par le cadre réglementaire externe.

La banque continue de surveiller ces risques à la lumière des limites établies à l'égard de son degré de tolérance au risque et des paramètres de son cadre de gestion.

En mars 2020, les marchés financiers sont devenus extrêmement volatils en raison de l'accélération de la propagation de la COVID-19, ce qui a fortement perturbé les activités commerciales et économiques. La banque jouissait alors d'une excellente position en matière de liquidité et a pris immédiatement, ainsi que tout au long de la crise, des mesures afin de renforcer cette position. La banque a réussi à accroître les dépôts de ses clients et a eu recours au marché de gros à terme afin de mobiliser des fonds à long terme et de combler tout besoin de financement futur, procédant ainsi à une émission d'obligations sécurisées. Ses mesures de liquidité, incluant son LCR et ses actifs liquides, se sont améliorées durant le trimestre. Par conséquent et en regard de celui du trimestre précédent, le LCR moyen de la banque est passé de 156 % à 193 %.

Actifs liquides

Le tableau qui suit indique l'estimation de la valeur de liquidité non pondérée (compte non tenu des décotes présumées) des actifs classés comme liquides et servant à calculer le LCR du BSIF. Le niveau des actifs liquides présenté reflète les actifs liquides non grevés à la date de présentation de l'information, selon la définition réglementaire des actifs liquides. Les actifs liquides comprennent la trésorerie ou les actifs pouvant être convertis en trésorerie sans perte de valeur ou avec une légère perte de valeur.

Les actifs liquides se sont accrues de 17,1 G\$ par rapport à ce qu'ils étaient au 31 décembre 2019, et ce, en raison surtout d'une hausse des dépôts des clients et d'une augmentation du financement à court et à long terme.

Actif liquides¹

	Au	
	30 juin 2020	31 déc. 2019
	M\$	M\$
Niveau 1	37 255	18 969
Niveau 2a	3 487	4 603
Niveau 2b	29	98
Total	40 771	23 670

¹ Les soldes des actifs liquides qui sont présentés sont ceux en vigueur aux dates indiquées (taux au comptant) et ils ne sont pas pondérés. Par conséquent, ils ne correspondent pas à ceux figurant dans les calculs du LCR, lesquels représentent la moyenne du trimestre et sont pondérés.

Réglementation en matière de liquidité

Conformément à la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF, qui incorpore les normes de liquidité de Bâle, la banque est tenue d'avoir un LCR de plus de 100 % et de surveiller ses flux de trésorerie nets cumulatifs (*Net Cumulative Cash Flow* ou « NCCF »). Le LCR est un indicateur de la suffisance des liquidités sur une période de crise de 30 jours, tandis que les NCCF sont un outil qui mesure la période visée par des flux de trésorerie nets positifs afin de saisir le risque que représentent les asymétries de financement entre les actifs et les passifs. Au 30 juin 2020, la banque respectait ces deux exigences.

Pour établir ses besoins en matière de liquidité à long terme, la banque calcule le NSFR conformément à la publication numéro 295 du Comité de Bâle sur le contrôle bancaire (le « CBCB »), en attendant sa mise en application. Le BSIF a appliqué le NSFR à compter du 1^{er} janvier 2020 pour les banques d'importance systémique intérieure (les « BISi »). Le BSIF poursuit son évaluation des exigences relatives aux institutions autres que des BISi, dont la banque fait partie. En Europe, l'application du NSFR est prévue pour 2021. Le NSFR oblige les banques à maintenir un profil de financement stable par rapport à la composition de leurs actifs et à leurs activités hors bilan, et il rend compte de leur profil de financement à long terme (financement d'une durée de plus de un an). Ce ratio se veut un complément du LCR.

Le tableau suivant présente le LCR de la banque, tel qu'il est défini par le BSIF. Pour le trimestre clos le 30 juin 2020, son LCR moyen, soit 193 %, a été calculé en tant que ratio des actifs liquides de haute qualité au total des sorties de trésorerie nettes en cas de crise dans les 30 prochains jours civils. Les actifs liquides de haute qualité sont essentiellement composés d'actifs de niveau 1, tels que la trésorerie, les dépôts auprès des banques centrales et les titres de premier ordre que des administrations publiques, des banques centrales ou des entités supranationales ont émis ou garantis.

Ratio de liquidité à court terme du BSIF¹

	Moyenne pour le trimestre clos le ¹	
	30 juin 2020	31 mars 2020
Total des actifs liquides de haute qualité ² (M\$)	38 135	23 965
Total des sorties de trésorerie nettes ² (M\$)	19 782	15 399
Ratio de liquidité à court terme (%)	193	156

¹ Les données présentées dans ce tableau ont été calculées à partir des moyennes des chiffres à la clôture de chaque mois du trimestre. Par conséquent, le LCR est un ratio moyen pour les trois mois du trimestre et peut ne pas correspondre au LCR calculé en divisant le total pondéré des actifs liquides de haute qualité par le total des sorties de trésorerie nettes pondérées.

² Ces valeurs sont pondérées et calculées après l'application des pondérations prescrites aux termes de la ligne directrice *Normes de liquidité* du BSIF s'appliquant aux actifs liquides de haute qualité et aux entrées et sorties de trésorerie.

Risque de marché

Le risque de marché s'entend du risque que les fluctuations des facteurs de risque de marché, notamment les taux d'intérêt, les taux de change, les écarts de crédit, les prix des marchandises et les cours des actions, aient une incidence défavorable sur notre résultat ou sur la valeur de notre actif et de notre passif.

Gestion du risque de marché

Les responsables de la gestion du risque de marché sont indépendants des secteurs d'activité et se doivent d'établir des politiques, des procédures et des limites en accord avec le degré de tolérance au risque de la banque. Les objectifs de la gestion du risque de marché sont de repérer, mesurer et contrôler l'exposition au risque de marché afin d'optimiser le rendement par rapport au risque et de respecter le degré de tolérance au risque de la banque.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Gestion des risques » du *Rapport et états financiers annuels 2019* pour une description de la façon dont la banque gère le risque de marché ainsi que des explications plus détaillées sur les autres mesures de ce risque.

Valeur à risque (« VaR »)

La VaR relève d'une technique qui permet d'évaluer, pour une période définie et selon un intervalle de confiance donné, les pertes que la banque pourrait subir sur ses positions à risque si les taux et les cours du marché fluctuaient. L'utilisation de la VaR est intégrée à la gestion du risque de marché et calculée pour tous les éléments détenus à des fins de transaction et les éléments détenus à des fins autres que de transaction afin que la banque puisse avoir une vision d'ensemble du risque.

La VaR indiquée dans les tableaux et le graphique qui suivent représente la VaR globale de la banque eu égard aux portefeuilles détenus à des fins de transaction ou à d'autres fins et elle est demeurée dans les limites de la banque.

Le total de la VaR, soit 12,7 M\$, pour le trimestre clos le 30 juin 2020 a augmenté de 0,8 M\$ sur un an en raison de la volatilité accrue du marché et de l'augmentation du risque de taux d'intérêt des portefeuilles non détenus à des fins de transaction. Pour le premier semestre de 2020, le total de la VaR moyenne s'est chiffré à 11,5 M\$, ayant fléchi de 1,9 M\$, ce qui a résulté principalement d'une diminution du risque de taux d'intérêt moyen des portefeuilles non détenus à des fins de transaction en regard du taux d'intérêt moyen un an plus tôt. Le total de la VaR provient surtout de celle des portefeuilles non détenus à des fins de transaction.

La pandémie de COVID-19 et la fin abrupte des négociations entre l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (« l'OPEP ») et la Russie se sont soldées par un recul des prix du pétrole et ont rendu les marchés volatils. Afin de gérer le risque de la banque pendant cette période d'instabilité, les équipes chargées des activités de négociation l'ont réduit à un minimum dès qu'elle a débuté en mars, ce qui a fait que dans le cas des portefeuilles détenus à des fins de transaction, tant la VaR à la clôture du trimestre que la VaR moyenne pour ce trimestre ont diminué, s'établissant ainsi à 2,1 M\$ et à 1,4 M\$, respectivement, ce qui traduit des baisses respectives de 0,3 M\$ et de 0,4 M\$.

Rapport de gestion

Total de la VaR

	Semestre clos le	
	30 juin 2020	30 juin 2019
	M\$	M\$
À la clôture de la période	12,7	11,9
Moyenne	11,5	13,4
Minimum	7,2	10,8
Maximum	19,5	15,7

VaR des portefeuilles non détenus à des fins de transaction

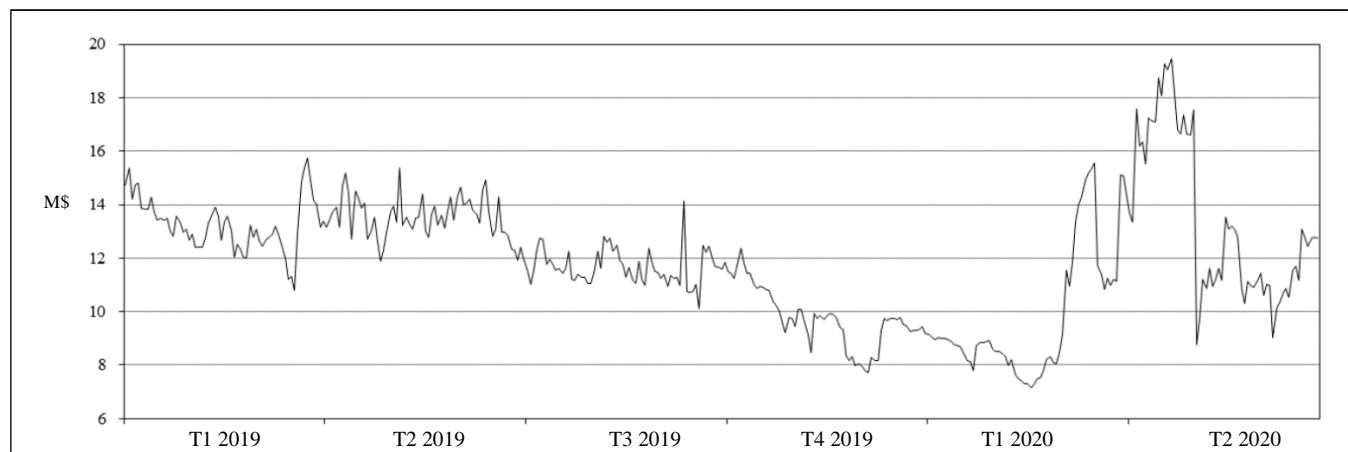
	Semestre clos le	
	30 juin 2020	30 juin 2019
	M\$	M\$
À la clôture de la période	12,5	12,1
Moyenne	11,6	13,4
Minimum	7,0	11,2
Maximum	19,1	15,5

VaR des portefeuilles détenus à des fins de transaction (par type de risque)¹

	Note	Change et	Taux d'intérêt	Capitaux	Écart de	Diversification	Total ⁴
		marchandises	M\$	M\$	propres	crédit	
		M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
De janvier à juin 2020							
À la clôture de la période		—	2,0	—	0,7	(0,7)	2,1
Moyenne		—	1,2	—	0,5	(0,3)	1,4
Minimum	3	—	0,6	—	0,3	—	0,6
Maximum	3	0,3	2,6	—	1,4	—	2,7
De janvier à juin 2019							
À la clôture de la période		—	1,6	—	1,5	(0,6)	2,4
Moyenne		—	1,4	—	1,0	(0,6)	1,8
Minimum	3	—	1,1	—	0,3	—	1,3
Maximum	3	0,1	2,0	—	2,5	—	3,2

- 1 Les portefeuilles détenus à des fins de transaction comprennent les positions découlant de la tenue de marché d'instruments financiers et des positions en dérivés des clients, ce qui correspond au traitement réglementaire.
- 2 La diversification des portefeuilles s'entend de l'effet de dispersion du risque de marché associé à la détention d'un portefeuille exposé à divers types de risque. Elle représente la réduction d'un risque de marché spécifique qui survient lorsque l'on regroupe, dans un même portefeuille, plusieurs types de risque, tels ceux liés aux taux d'intérêt, aux capitaux propres et aux taux de change. Cette mesure est évaluée en fonction de l'écart entre le total de la VaR, tous risques confondus, et le total des VaR par type de risque. Un montant négatif représente les avantages que procure la diversification des portefeuilles.
- 3 Comme les montants maximums et minimums surviennent des jours différents, selon le type de risque, le calcul des avantages de la diversification des portefeuilles à l'égard de telles mesures ne fournirait aucun renseignement pertinent. Certains petits écarts dans les chiffres présentés résultent de l'arrondissement des montants.
- 4 Le total de la VaR ne correspond pas à celui qui serait obtenu en additionnant les montants associés à tous les types de risque en raison des répercussions de la diversification.

Total de la VaR quotidienne – données quotidiennes sur un an¹



- 1 La variation du total de la VaR au deuxième trimestre de 2020 a découlé principalement des scénarios sur les écarts de crédit qui ont servi à estimer la VaR, ce qui reflète la volatilité des marchés observée durant la pandémie de COVID-19, facteur qui a donné lieu à des fluctuations plus prononcées que les tendances qu'a affichées la VaR dans le passé.

Risque structurel de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt s'entend du risque que les fluctuations des taux d'intérêt du marché aient une incidence défavorable sur le résultat ou le capital. Le risque structurel de taux d'intérêt correspond à celui découlant des actifs et des passifs détenus à des fins autres que de transaction par la banque et des fonds de l'actionnaire.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Risque structurel de taux d'intérêt » du *Rapport et états financiers annuels 2019* pour une description de la façon dont la banque gère le risque structurel de taux d'intérêt ainsi que pour une explication de ses mesures de surveillance.

Sensibilité des portefeuilles non détenus à des fins de transaction au risque structurel de taux d'intérêt (incidence avant impôt d'une variation immédiate et soutenue des taux d'intérêt)

	30 juin 2020		30 juin 2019	
	Valeur économique des capitaux propres	Résultat à risque	Valeur économique des capitaux propres	Résultat à risque
Note	M\$	M\$	M\$	M\$
Hausse de 100 points de base	(349)	210	(170)	156
Baisse de 25 points de base	72	(50)	101	(127)

¹ En raison des faibles taux d'intérêt qui prévalent actuellement, la valeur économique des capitaux propres et le résultat à risque dans le cas d'un scénario de recul ont été établis, à compter du deuxième trimestre de 2020, en fonction d'une baisse de 25 points de base et non de 100 points de base comme dans les périodes antérieures.

Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs

La rubrique « Gestion des risques » du rapport de gestion décrit les risques les plus importants auxquels la banque est exposée et qui, s'ils ne sont pas gérés adéquatement, pourraient avoir d'importantes répercussions sur ses résultats financiers futurs.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Facteurs susceptibles d'avoir une incidence sur les résultats futurs » du *Rapport et états financiers annuels 2019* et à la rubrique « Répercussions de la COVID-19 et notre réaction », page 4, du présent rapport de gestion pour une description de facteurs additionnels pouvant influencer sur les résultats financiers à venir.

Capital

Notre objectif en matière de gestion du capital consiste à maintenir des niveaux appropriés de capital afin de soutenir notre stratégie d'entreprise et de respecter la réglementation.

Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Capital » du *Rapport et états financiers annuels 2019* pour obtenir une description de la façon dont la banque gère son capital.

Les ratios du capital réglementaire et du capital figurant dans les tableaux ci-après ont été établis selon une formule de calcul « tout compris » que prescrit Bâle III, formule qui élimine

graduellement les instruments de fonds propres non admissibles sur une période de 10 ans qui a débuté le 1^{er} janvier 2013.

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2020, la banque a respecté les limites imposées à l'égard de son capital réglementaire.

Ratios du capital réglementaire

Ratios du capital réglementaire réels et exigences en matière de capital réglementaire

	Notes	30 juin 2020	31 déc. 2019
		%	%
Ratios du capital réglementaire réels			
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1	1	12,3	11,3
– ratio du capital de catégorie 1		14,8	13,9
– ratio du capital total		17,1	16,4
– ratio de levier		5,5	4,9
Exigences en matière de capital réglementaire			
– ratio des capitaux propres ordinaires de catégorie 1 minimal	2	7,0	7,0
– ratio du capital de catégorie 1 minimal		8,5	8,5
– ratio du capital total minimal		10,5	10,5

¹ Présentation sur une base aux termes de Bâle III qui élimine graduellement les instruments de fonds propres non admissibles sur une période de 10 ans qui a débuté le 1^{er} janvier 2013.

² Ratios du capital cibles que prescrit le BSIF incluant la réserve de conservation de fonds propres requise.

Capital réglementaire

Total du capital réglementaire et actifs pondérés en fonction des risques

	Notes	30 juin 2020	31 déc. 2019
		M\$	M\$
Capitaux propres ordinaires bruts	1	5 619	5 009
Ajustements réglementaires		(256)	(246)
Capitaux propres ordinaires de catégorie 1	4	5 363	4 763
Capital de catégorie 1 supplémentaire admissible		1 100	1 100
Capital de catégorie 1		6 463	5 863
Capital de catégorie 2	2, 4	1 015	1 037
Total du capital		7 478	6 900
Actifs pondérés en fonction des risques	3	43 731	42 080

¹ Comprendent les capitaux propres ordinaires, les résultats non distribués et le cumul des autres éléments du résultat global.

² Comprend les instruments de fonds propres devant être éliminés graduellement et les corrections de valeur.

³ En avril 2020, le BSIF a, en raison de l'évolution de la situation actuelle, annoncé certaines mesures d'assouplissement réglementaire en guise d'appui aux efforts déployés en lien avec la COVID-19. Avec prise d'effet au 31 mars 2020, le BSIF a abaissé le coefficient de plancher de fonds propres de 75 % à 70 %. Le nouveau coefficient de plancher devrait demeurer en vigueur jusqu'au premier trimestre de 2023.

⁴ En raison des nouvelles dispositions transitoires et, avec prise d'effet au 31 mars 2020, une partie des corrections de valeur qui auraient autrement été incluses dans le capital de catégorie 2 l'ont plutôt été dans les capitaux propres ordinaires de catégorie 1 (« CET1 »). L'incidence de ce changement se chiffrait à 94 M\$ au 30 juin 2020.

Actions en circulation et dividendes

	Notes	Semestre clos le			Exercice clos le		
		30 juin 2020			31 déc. 2019		
		Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$	Dividende en \$ par action	Nombre d'actions émises en milliers	Valeur comptable M\$
Actions ordinaires	1, 2	0,32085	548 668	1 725	0,86230	498 668	1 225
Actions privilégiées de catégorie 1	3						
- série G	4	0,50000	—	—	1,00000	20 000	500
- série H	4	—	20 000	500	—	—	—
- série I		0,57500	14 000	350	1,15000	14 000	350
- série K	5	0,68126	10 000	250	0,35560	10 000	250

¹ Les dividendes comptabilisés dans les états financiers sont les dividendes par action ordinaire déclarés au cours d'un exercice et non les dividendes versés pour cet exercice ou à l'égard de celui-ci.

² Des actions ordinaires ont été émises le 30 mars 2020.

³ Les dividendes en trésorerie sur les actions privilégiées sont non cumulatifs et sont payables trimestriellement.

⁴ Le 30 juin 2020, le porteur des actions privilégiées, série G, a exercé son option de convertir celles-ci en actions privilégiées, série H, conformément à leurs modalités. Aucun dividende sur les actions privilégiées, série H, n'ont été déclarés au cours du semestre clos le 30 juin 2020.

⁵ Les actions privilégiées de catégorie 1, série K ont été émises le 27 septembre 2019 et les premiers dividendes sur celles-ci ont été déclarés au quatrième trimestre de 2019 et ont été versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 31 décembre 2019 ou le premier jour ouvrable suivant.

Dividendes déclarés au deuxième trimestre de 2020

La banque a déclaré des dividendes trimestriels réguliers de 12 M\$ sur ses actions privilégiées de catégorie 1, séries G, I et K, pour le deuxième trimestre de 2020. Aucun dividende n'a été déclaré ni versé sur ses actions ordinaires au cours du deuxième trimestre.

Dividendes déclarés au troisième trimestre de 2020

Le 24 juillet 2020, la banque a déclaré, pour le troisième trimestre de 2020, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation. Ces dividendes seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 30 septembre 2020 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 septembre 2020.

Puisque les dividendes sur les actions privilégiées pour le troisième trimestre de 2020 ont été déclarés après le 30 juin 2020, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan.

États financiers consolidés

	Page		Page
État consolidé du résultat net	43	6 Dérivés	52
État consolidé du résultat global	44	7 Placements financiers	53
Bilan consolidé	45	8 Autres actifs	53
Tableau consolidé des flux de trésorerie	46	9 Passifs détenus à des fins de transaction	53
État consolidé des variations des capitaux propres	47	10 Titres de créance émis	53
Notes annexes		11 Autres passifs	54
1 Base d'établissement et principales méthodes comptables	48	12 Juste valeur des instruments financiers	54
2 Produits de commissions nets	49	13 Actions en justice et litiges de nature réglementaire	55
3 Rémunération et avantages du personnel	49	14 Événements postérieurs à la date de clôture	56
4 Analyse sectorielle	50		
5 Actifs détenus à des fins de transaction	51		

État consolidé du résultat net

	Notes	Trimestre clos le		Semestre clos le	
		30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019
		M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets		249	319	567	642
– produits d'intérêts		530	703	1 198	1 383
– charges d'intérêts		(281)	(384)	(631)	(741)
Produits de commissions nets	2	178	174	356	330
– produits de commissions		198	199	399	378
– charges de commissions		(20)	(25)	(43)	(48)
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction		47	33	73	81
Profits diminués des pertes liés aux placements financiers		14	10	30	18
Autres produits d'exploitation		14	9	22	19
Total du résultat d'exploitation		502	545	1 048	1 090
Variations des pertes de crédit attendues et autres pertes de valeur liées au crédit		(190)	(40)	(330)	(28)
Résultat d'exploitation net		312	505	718	1 062
Rémunération et avantages du personnel	3	(145)	(171)	(314)	(345)
Charges générales et administratives		(132)	(141)	(262)	(272)
Amortissement des immobilisations corporelles		(17)	(17)	(37)	(35)
Amortissement et perte de valeur des immobilisations incorporelles		(10)	(8)	(18)	(13)
Total des charges d'exploitation		(304)	(337)	(631)	(665)
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat		8	168	87	397
Charge d'impôt sur le résultat		(3)	(47)	(16)	(109)
Bénéfice de la période		5	121	71	288
Bénéfice (perte) attribuable :					
– à l'actionnaire ordinaire		(8)	112	46	270
– au détenteur d'actions privilégiées		13	9	25	18
Bénéfice de la période		5	121	71	288
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (en milliers)		548 668	498 668	524 217	498 668
Bénéfice par action ordinaire, de base et après dilution (\$)		(0,01) \$	0,22 \$	0,09 \$	0,54 \$

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États financiers consolidés (non audité)

État consolidé du résultat global

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2020	30 juin 2019	30 juin 2020	30 juin 2019
	M\$	M\$	M\$	M\$
Bénéfice de la période	5	121	71	288
Autres éléments du résultat global				
Éléments qui seront ultérieurement reclassés en résultat net à la réalisation de conditions précises :				
Instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	130	23	69	97
– profits sur la juste valeur	191	42	123	151
– profits sur la juste valeur transférés à l'état du résultat net à la cession	(14)	(10)	(30)	(18)
– impôt sur le résultat	(47)	(9)	(24)	(36)
Couvertures de flux de trésorerie	8	20	168	63
– profits sur la juste valeur	73	28	308	136
– profits sur la juste valeur reclassés à l'état du résultat net	(62)	(1)	(79)	(50)
– impôt sur le résultat	(3)	(7)	(61)	(23)
Éléments qui ne seront pas ultérieurement reclassés en résultat net :				
Réévaluation des régimes à prestations définies	(24)	–	(10)	(11)
– avant l'impôt sur le résultat	(32)	–	(13)	(15)
– impôt sur le résultat	8	–	3	4
Instruments de capitaux propres désignés comme étant à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	(1)	–	(4)	–
– perte sur la juste valeur	(1)	–	(4)	–
Autres éléments du résultat global pour la période, après impôt	113	43	223	149
Résultat global total pour la période	118	164	294	437
Attribuable :				
– à l'actionnaire ordinaire	105	155	269	419
– au détenteur d'actions privilégiées	13	9	25	18
Résultat global total pour la période	118	164	294	437

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Bilan consolidé

	Notes	Au	
		30 juin 2020 M\$	31 déc. 2019 M\$
Actif			
Trésorerie et soldes détenus dans des banques centrales		12 743	54
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques		18	15
Actifs détenus à des fins de transaction	5	3 131	4 322
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net		7	5
Dérivés	6	6 635	3 267
Prêts et avances à des banques		1 086	1 169
Prêts et avances à des clients		62 263	61 922
Prises en pension à des fins autres que de transaction		9 974	6 269
Placements financiers	7	21 321	23 645
Autres actifs	8	2 786	1 580
Paiements anticipés et produits à recevoir		214	241
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations		3 799	3 500
Actifs d'impôt exigible		27	26
Immobilisations corporelles		331	339
Goodwill et immobilisations incorporelles		163	155
Actifs d'impôt différé		123	62
Total de l'actif		124 621	106 571
Passif et capitaux propres			
Passif			
Dépôts effectués par des banques		1 420	1 036
Comptes des clients		71 704	62 889
Mises en pension à des fins autres que de transaction		4 226	7 098
Effets en transit vers d'autres banques		186	225
Passifs détenus à des fins de transaction	9	2 477	2 296
Dérivés	6	6 878	3 431
Titres de créance émis	10	21 629	14 594
Autres passifs	11	3 647	3 384
Acceptations		3 820	3 505
Charges à payer et produits différés		487	600
Passifs au titre des prestations de retraite		275	265
Créances subordonnées		1 011	1 033
Provisions		76	41
Passifs d'impôt exigible		66	65
Total du passif		117 902	100 462
Capitaux propres			
Actions ordinaires		1 725	1 225
Actions privilégiées		1 100	1 100
Autres réserves		272	39
Résultats non distribués		3 622	3 745
Total des capitaux propres attribuable à l'actionnaire		6 719	6 109
Total du passif et des capitaux propres		124 621	106 571

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

États financiers consolidés (non audité)

Tableau consolidé des flux de trésorerie

	Semestre clos le	
	30 juin 2020	30 juin 2019
	M\$	M\$
Bénéfice avant la charge d'impôt sur le résultat	87	397
Ajustements pour tenir compte des éléments sans effets sur la trésorerie :		
Amortissement des immobilisations corporelles et incorporelles	55	48
Charges au titre des paiements fondés sur des actions	4	6
Variation des pertes de crédit attendues	330	28
Charge au titre des régimes de retraite à prestations définies	8	8
Variations des actifs et des passifs d'exploitation		
Variation des paiements anticipés et produits à recevoir	27	(37)
Variation du montant net des titres détenus à des fins de transaction et des dérivés	1 728	(692)
Variation des prêts et avances à des clients	(614)	207
Variation des prises en pension à des fins autres que de transaction	(3 755)	(4 121)
Variation des autres actifs	(1 587)	(3 533)
Variation des charges à payer et des produits différés	(113)	(50)
Variation des dépôts effectués par des banques	384	307
Variation des comptes des clients	8 815	697
Variation des mises en pension à des fins autres que de transaction	(2 872)	2 190
Variation des titres de créance émis	7 035	1 122
Variation des autres passifs	602	4 673
Impôt payé	(133)	(137)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'exploitation	10 001	1 113
Achat de placements financiers	(6 227)	(6 121)
Produit de la vente et de l'arrivée à échéance de placements financiers	8 640	5 234
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	(33)	(47)
Flux de trésorerie nets liés aux activités d'investissement	2 380	(934)
Émission d'actions ordinaires	500	—
Dividendes versés à l'actionnaire	(185)	(229)
Rachat de débentures subordonnées	(22)	—
Remboursements de capital sur les contrats de location	(27)	(22)
Flux de trésorerie nets liés aux activités de financement	266	(251)
Augmentation nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	12 647	(72)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	1 357	1 333
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	14 004	1 261
La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent :		
Trésorerie et soldes détenus dans les banques centrales	12 743	76
Effets en cours de compensation auprès d'autres banques et effets en transit vers d'autres banques	(168)	(158)
Prêts et avances à des banques – un mois ou moins	1 086	717
Prises en pension auprès de banques à des fins autres que de transaction – un mois ou moins	272	613
Bons du Trésor et certificats de dépôt – trois mois ou moins	71	13
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	14 004	1 261
Intérêts :		
Intérêts payés	(680)	(709)
Intérêts reçus	1 226	1 354

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

État consolidé des variations des capitaux propres

	Autres réserves					
	Capital- actions ¹	Résultats non distribués	Réserve	Réserve de	Total des autres réserves	Total des capitaux propres
			pour actifs financiers à la JVAERG	couverture des flux de trésorerie		
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Au 1^{er} janv. 2020	2 325	3 745	36	3	39	6 109
Bénéfice de la période	—	71	—	—	—	71
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	(10)	65	168	233	223
– instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	69	—	69	69
– instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	(4)	—	(4)	(4)
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	168	168	168
– réévaluations de régimes à prestations définies	—	(10)	—	—	—	(10)
Résultat global total pour la période	—	61	65	168	233	294
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(160)	—	—	—	(160)
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(25)	—	—	—	(25)
Émission d'actions ordinaires	500	—	—	—	—	500
Actions émises aux termes du régime de rémunération et d'achat d'actions du personnel	—	1	—	—	—	1
Au 30 juin 2020	2 825	3 622	101	171	272	6 719

	Autres réserves					
	Capital- actions ¹	Résultats non distribués	Réserve	Réserve de	Total des autres réserves	Total des capitaux propres
			pour actifs financiers à la JVAERG	couverture des flux de trésorerie		
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Au 1^{er} janv. 2019	2 075	3 619	(93)	(18)	(111)	5 583
Bénéfice de la période	—	288	—	—	—	288
Autres éléments du résultat global, après impôt	—	(11)	97	63	160	149
– instruments d'emprunt à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	97	—	97	97
– instruments de capitaux propres désignés à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	—	—	—	—	—	—
– couvertures de flux de trésorerie	—	—	—	63	63	63
– réévaluations de régimes à prestations définies	—	(11)	—	—	—	(11)
Résultat global total pour la période	—	277	97	63	160	437
Apport réputé	—	13	—	—	—	13
Dividendes sur les actions ordinaires	—	(220)	—	—	—	(220)
Dividendes sur les actions privilégiées	—	(18)	—	—	—	(18)
Actions émises aux termes du régime de rémunération et d'achat d'actions du personnel	—	1	—	—	—	1
Au 30 juin 2019	2 075	3 672	4	45	49	5 796

¹ La capital-actions se compose de 1 725 M\$ en actions ordinaires et de 1 100 M\$ en actions privilégiées (1 225 M\$ en actions ordinaires et 850 M\$ en actions privilégiées au 30 juin 2019).

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

1 Base d'établissement et principales méthodes comptables

La Banque HSBC Canada (la « banque », « nous », « notre », « nos ») est une filiale en propriété exclusive indirecte de HSBC Holdings plc (la « société mère », « HSBC Holdings », le « Groupe HSBC »). Dans les présents états financiers consolidés résumés intermédiaires (les « états financiers »), le Groupe HSBC désigne la société mère et ses filiales.

a) Conformité aux Normes internationales d'information financière

Les états financiers consolidés ont été établis conformément à la norme comptable internationale (International Accounting Standard, ou « IAS ») 34 *Information financière intermédiaire* qu'a publiée l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés annuels audités de la banque pour l'exercice 2019. Ces derniers ont été établis selon les Normes internationales d'information financière (International Financial Reporting Standards, ou « IFRS ») et en tenant compte des notes d'orientation concernant la comptabilité publiées par le Bureau du surintendant des institutions financières Canada (le « BSIF »), conformément aux dispositions du paragraphe 308(4) de la *Loi sur les banques*, qui prévoit qu'à moins d'indication contraire du BSIF, les états financiers consolidés doivent être dressés conformément aux IFRS.

b) Changements comptables à venir

Les changements comptables à venir sont décrits à la note 1 c) des états financiers consolidés annuels de 2019, lesquels figurent dans le Rapport et états financiers 2019 de la banque.

c) Présentation de l'information

Les états financiers consolidés de la banque sont présentés en dollars canadiens, qui constituent par ailleurs la monnaie fonctionnelle de la banque. L'abréviation « M\$ » désigne des millions de dollars. Tous les montants des tableaux sont en millions de dollars, sauf indication contraire.

Certaines sections du rapport de gestion, qui sont marquées d'un astérisque (*), ainsi que les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

d) Estimations et hypothèses comptables critiques

La direction est d'avis que les estimations comptables et les jugements qui portent sur les pertes de crédit attendues, l'évaluation des instruments financiers, l'impôt sur le résultat et les actifs d'impôt différé, ainsi que les obligations au titre des prestations définies constituent nos estimations comptables et jugements critiques. Aucune modification n'a été apportée au cours de la période considérée aux estimations comptables et jugements critiques appliqués en 2019, lesquels figurent aux pages 27 et 72 du *Rapport et états financiers annuels 2019*. Toutefois, comme il est expliqué à la section « Incertitude relative à l'évaluation et analyse de sensibilité des estimations des PCA », à la page 25, le degré d'incertitude lié aux estimations et aux jugements nécessaires au calcul des PCA s'est accru depuis le 31 décembre 2019 à cause des répercussions économiques de la pandémie de COVID-19.

e) Consolidation

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers consolidés de la banque et ceux de ses filiales au 30 juin 2020. La méthode adoptée par la banque pour consolider ses filiales est décrite à la note 2 a) de ses états financiers consolidés annuels pour l'exercice 2019, qui sont présentés dans son *Rapport et états financiers annuels 2019*.

f) Principales méthodes comptables

Il n'y a eu aucun changement significatif aux principales méthodes comptables de la banque qui sont présentées à la note 2 a) à r) des états financiers consolidés annuels de 2019 du Rapport et états financiers 2019 de la banque.

2 Produits de commissions nets

Produits de commissions nets par secteur d'activité mondial

	Trimestre clos le							
	30 juin 2020				30 juin 2019			
	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers ¹ M\$	Total M\$	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers ¹ M\$	Total M\$
Services à l'égard des comptes	10	2	5	17	11	2	5	18
Produits de courtage	—	—	3	3	—	—	2	2
Cartes	3	—	9	12	5	—	11	16
Facilités de crédit	62	15	—	77	58	18	—	76
Fonds sous gestion	—	—	46	46	—	—	49	49
Importations/exportations	2	—	—	2	3	—	—	3
Commissions d'agence d'assurance	—	—	2	2	—	—	2	2
Autres	7	3	1	11	7	3	1	11
Services de paiement	7	2	1	10	6	2	1	9
Prise ferme	—	18	—	18	1	12	—	13
Produits de commissions	91	40	67	198	91	37	71	199
Moins les charges de commissions	(3)	(4)	(13)	(20)	(5)	(1)	(19)	(25)
Produits de commissions nets	88	36	54	178	86	36	52	174

	Semestre clos le							
	30 juin 2020				30 juin 2019			
	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers ¹ M\$	Total M\$	Services aux entreprises M\$	Services bancaires internationaux et marchés M\$	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers ¹ M\$	Total M\$
Services à l'égard des comptes	20	4	9	33	21	4	8	33
Produits de courtage	—	—	7	7	—	—	4	4
Cartes	8	—	22	30	10	—	21	31
Facilités de crédit	126	29	—	155	115	32	—	147
Fonds sous gestion	—	—	94	94	—	—	94	94
Importations/exportations	4	—	—	4	6	—	—	6
Commissions d'agence d'assurance	—	—	3	3	—	—	3	3
Autres	16	7	2	25	13	7	3	23
Services de paiement	13	4	2	19	11	4	2	17
Prise ferme	1	28	—	29	1	19	—	20
Produits de commissions	188	72	139	399	177	66	135	378
Moins les charges de commissions	(7)	(6)	(30)	(43)	(8)	(4)	(36)	(48)
Produits de commissions nets	181	66	109	356	169	62	99	330

¹ Au deuxième trimestre de 2020, le Groupe HSBC a regroupé les Services bancaires de détail et gestion de patrimoine et les Services de banque privée de sorte à former l'une des plus grandes entreprises de gestion de patrimoine au monde, soit Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. En conséquence, le nom de notre secteur d'activité mondial des services bancaires de détail et gestion de patrimoine a été changé pour celui de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. Pour plus de détails, il y a lieu de se reporter à la note 4 des états financiers consolidés résumés intermédiaires.

3 Rémunération et avantages du personnel

Le poste « Rémunération et avantages du personnel » englobe, comme suit, les éléments du coût périodique net des prestations liées aux régimes de retraite et aux autres avantages postérieurs à l'emploi de la banque.

	Trimestre clos le		Semestre clos le	
	30 juin 2020 M\$	30 juin 2019 M\$	30 juin 2020 M\$	30 juin 2019 M\$
Régimes à prestations définies	6	5	11	11
– régimes de retraite	4	3	8	8
– régimes autres que de retraite	2	2	3	3
Régimes de retraite à cotisations définies	10	10	20	19
Total	16	15	31	30

Une réévaluation du passif net au titre des prestations définies a eu lieu conformément à la méthode comptable de la banque décrite à la page 81 du *Rapport et états financiers annuels 2019*.

4 Analyse sectorielle

Le principal décideur opérationnel de la banque est le chef de la direction, qui s'acquitte de ses obligations avec le soutien du comité de direction. Les secteurs opérationnels sont présentés de la même façon que dans les rapports internes fournis au chef de la direction et au comité de direction. Nos secteurs d'activité mondiaux constituent les secteurs isolables aux termes de l'IFRS 8, *Secteurs opérationnels*. Les trois secteurs d'activité mondiaux sont les Services aux entreprises, les Services bancaires internationaux et marchés, et Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers.

L'évaluation des actifs, des passifs, des produits et des charges sectoriels se fait conformément aux méthodes comptables de la banque. Les produits et les charges sectoriels comprennent les transferts intersectoriels, et ces transferts sont effectués selon les conditions de concurrence normale. Les coûts partagés sont inclus dans chaque secteur en fonction des frais réellement refacturés. Diverses méthodes d'estimation et de répartition sont utilisées afin de préparer les informations financières des secteurs d'activité. Les charges qui sont expressément engagées pour générer des produits sont attribuées aux secteurs d'activité qui ont réalisé les produits connexes. Les autres charges, tels les frais généraux, sont imputées au moyen de méthodes appropriées. Les produits d'intérêts nets des secteurs d'activité reflètent les charges de financement en interne et les crédits relatifs aux actifs, aux passifs et au capital des secteurs d'activité mondiaux, aux taux du marché, ce qui tient compte des modalités pertinentes.

Changements aux secteurs isolables

Au deuxième trimestre de 2020, nous avons apporté deux changements à nos secteurs isolables. Premièrement, nous avons réaffecté les activités de gestion du bilan du secteur « centre général » aux secteurs d'activité mondiaux de sorte à assurer une corrélation plus étroite entre les produits et charges et les secteurs qui génèrent de telles activités ou qui y ont recours; par conséquent le « centre général » n'est plus considéré comme un secteur d'activité. Tous les chiffres correspondants ont été retraités. Deuxièmement, afin de simplifier notre structure organisationnelle matricielle, le Groupe HSBC a regroupé les Services bancaires de détail et gestion de patrimoine et les Services de banque privée de sorte à former l'une des plus grandes entreprises de gestion de patrimoine au monde, soit Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. En conséquence, le nom de notre secteur d'activité mondial des services bancaires de détail et gestion de patrimoine a été changé pour celui de Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers. La Banque HSBC Canada n'avait pas de secteur d'activité distinct offrant des services de banque privée et c'est pourquoi le changement de structure n'a donné lieu à aucune modification de l'actif, du passif, des produits ou des charges qui, auparavant, étaient attribuables au secteur des Services bancaires de détail et gestion de patrimoine.

Bénéfice de la période

	Trimestre clos le									
	30 juin 2020					30 juin 2019				
	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Centre général ¹	Total	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Centre général ¹	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	131	28	108	(18)	249	156	32	137	(6)	319
Produits de commissions nets	88	36	54	—	178	86	36	52	—	174
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	6	33	9	(1)	47	9	16	8	—	33
Autres produits	4	4	9	11	28	3	2	6	8	19
Total du résultat d'exploitation	229	101	180	(8)	502	254	86	203	2	545
Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation	(147)	(35)	(8)	—	(190)	(26)	(8)	(6)	—	(40)
Résultat d'exploitation net	82	66	172	(8)	312	228	78	197	2	505
– externe	103	68	139	2	312	251	82	164	8	505
– intersectoriel	(21)	(2)	33	(10)	—	(23)	(4)	33	(6)	—
Total des charges d'exploitation	(96)	(39)	(158)	(11)	(304)	(104)	(41)	(178)	(14)	(337)
Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat	(14)	27	14	(19)	8	124	37	19	(12)	168

¹ Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

	Semestre clos le									
	30 juin 2020					30 juin 2019				
	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Centre général ¹	Total	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Centre général ¹	Total
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Produits d'intérêts nets	288	67	240	(28)	567	316	65	274	(13)	642
Produits de commissions nets	181	66	109	—	356	169	62	99	—	330
Produits nets tirés des instruments financiers détenus à des fins de transaction	17	34	20	2	73	18	47	16	—	81
Autres produits	9	10	18	15	52	6	5	12	14	37
Total du résultat d'exploitation	495	177	387	(11)	1 048	509	179	401	1	1 090
Variations des pertes de crédit attendues et autres charges de dépréciation	(264)	(49)	(17)	—	(330)	(12)	(9)	(7)	—	(28)
Résultat d'exploitation net	231	128	370	(11)	718	497	170	394	1	1 062
– externe	273	127	314	4	718	535	172	346	1	1 062
– intersectoriel	(42)	1	56	(15)	—	(38)	(2)	48	(8)	—
Total des charges d'exploitation	(198)	(82)	(327)	(24)	(631)	(206)	(82)	(355)	(22)	(665)
Bénéfice (perte) avant la charge d'impôt sur le résultat	33	46	43	(35)	87	291	88	39	(21)	397

1 Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

Données tirées du bilan

	Services aux entreprises	Services bancaires internationaux et marchés	Gestion de patrimoine et services bancaires aux particuliers	Centre général ¹	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Au 30 juin 2020					
Prêts et avances à des clients	27 301	4 581	30 381	—	62 263
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	2 293	1 494	12	—	3 799
Total de l'actif externe	43 058	35 024	46 052	487	124 621
Comptes des clients	24 597	7 640	39 467	—	71 704
Acceptations	2 310	1 498	12	—	3 820
Total du passif externe	35 547	31 228	50 507	620	117 902
Au 31 déc. 2019					
Prêts et avances à des clients	28 240	4 178	29 504	—	61 922
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	1 978	1 510	12	—	3 500
Total de l'actif externe	39 594	27 153	39 615	209	106 571
Comptes des clients	21 712	6 199	34 978	—	62 889
Acceptations	1 982	1 511	12	—	3 505
Total du passif externe	30 997	24 539	44 490	436	100 462

1 Le « centre général » n'est pas un secteur d'activité de la banque. Les nombres de cette colonne donnent un rapprochement entre les secteurs d'activité et les résultats de l'entité.

5 Actifs détenus à des fins de transaction

	Note	Au	
		30 juin 2020	31 déc. 2019
		M\$	M\$
Titres de créance			
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	1 995	3 496
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		956	464
– autres titres de créance		180	362
À la clôture de la période		3 131	4 322
Actifs détenus à des fins de transaction			
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		1 991	2 170
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		1 140	2 152
À la clôture de la période		3 131	4 322

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

Notes annexes (non audité)

6 Dérivés

Pour une description détaillée des types de dérivés, de leur utilisation et des méthodes comptables, il y a lieu de se reporter aux notes 2 et 12 du *Rapport et états financiers annuels 2019* de la banque.

Montants notionnels des contrats et juste valeur des dérivés par type de contrat détenu

	Montants notionnels des contrats ¹		Juste valeur – Actifs			Juste valeur – Passifs		
	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total	Détenus à des fins de transaction	Comptabilité de couverture	Total
	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$
Contrats de change	162 694	64	2 140	—	2 140	2 126	4	2 130
Contrats sur taux d'intérêt	429 890	21 124	4 185	306	4 491	4 167	577	4 744
Contrats sur marchandises	439	—	4	—	4	4	—	4
Au 30 juin 2020	593 023	21 188	6 329	306	6 635	6 297	581	6 878
Contrats de change	148 681	958	1 562	—	1 562	1 529	58	1 587
Contrats sur taux d'intérêt	393 562	26 860	1 588	117	1 705	1 620	224	1 844
Contrats sur marchandises	10	—	—	—	—	—	—	—
Au 31 déc. 2019	542 253	27 818	3 150	117	3 267	3 149	282	3 431

¹ Les montants notionnels des contrats des dérivés détenus à des fins de transaction et des dérivés désignés dans des relations de comptabilité de couverture indiquent la valeur nominale des transactions en cours à la date de clôture. Ils ne représentent pas des montants à risque.

Dérivés utilisés dans le cadre de relations de couverture

Instrument de couverture de la juste valeur selon le risque couvert

	Au					
	30 juin 2020			31 déc. 2019		
	Montant notionnel	Valeur comptable		Montant notionnel	Valeur comptable	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Risque de taux d'intérêt	12 233	50	577	14 452	72	180
Total	12 233	50	577	14 452	72	180

Instrument de couverture des flux de trésorerie selon le risque couvert

	Au					
	30 juin 2020			31 déc. 2019		
	Montant notionnel	Valeur comptable		Montant notionnel	Valeur comptable	
		Actifs	Passifs		Actifs	Passifs
M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	M\$	
Risque de change	64	—	4	958	—	58
Risque de taux d'intérêt	8 891	256	—	12 408	44	44
Total	8 955	256	4	13 366	44	102

7 Placements financiers

Valeur comptable des placements financiers

	Note	Au	
		30 juin 2020	31 déc. 2019
		M\$	M\$
Titres de créance		21 314	23 625
– obligations des gouvernements fédéral et provinciaux du Canada	1	13 258	14 577
– obligations de gouvernements étrangers	1	2 562	3 326
– autres titres de créance émis par des banques et d'autres institutions financières		3 869	4 105
– bons du Trésor et autres lettres de change admissibles		1 625	1 617
Titres de capitaux propres		7	20
À la clôture de la période		21 321	23 645
Placements financiers		21 321	23 645
– qui ne peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		21 275	20 083
– qui peuvent être redonnés en garantie ou revendus par des contreparties		46	3 562

1 Y compris les obligations garanties par un gouvernement.

8 Autres actifs

	Au	
	30 juin 2020	31 déc. 2019
	M\$	M\$
Débiteurs et autres sommes à recevoir	855	350
Comptes de règlement	951	710
Garantie en trésorerie	972	510
Autres	8	10
À la clôture de la période	2 786	1 580

9 Passifs détenus à des fins de transaction

	Au	
	30 juin 2020	31 déc. 2019
	M\$	M\$
Positions vendeur nettes dans les titres	2 477	2 296
À la clôture de la période	2 477	2 296

10 Titres de créance émis

	Au	
	30 juin 2020	31 déc. 2019
	M\$	M\$
Obligations et billets à moyen terme	10 580	11 091
Obligations sécurisées	4 665	2 266
Instruments du marché monétaire	6 384	1 237
À la clôture de la période	21 629	14 594

Durée résiduelle

	Au	
	30 juin 2020	31 déc. 2019
	M\$	M\$
Moins de un an	9 465	4 018
De 1 an à 5 ans	11 934	10 452
De 5 à 10 ans	230	124
À la clôture de la période	21 629	14 594

Notes annexes (non audité)

Au cours du trimestre considéré, nous avons commencé à participer au Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (« PAPHA ») lancé par le gouvernement du Canada en réaction à la crise provoquée par la COVID-19. Suivant les dispositions du PAPHA, nous avons déterminé si la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents aux prêts a été transférée afin d'établir si les prêts hypothécaires répondaient aux critères de décomptabilisation. Comme nous demeurons exposés à la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété de ces prêts hypothécaires titrisés, ils ne répondent pas aux critères de décomptabilisation. Nous continuons d'inscrire les prêts et comptabilisons le produit en trésorerie connexe en tant que financement garanti. Au 30 juin 2020, le total du solde des prêts hypothécaires transférés s'établissait à 497 M\$, et des passifs connexes de 496 M\$ étaient comptabilisés au bilan consolidé dans les titres de créance émis.

11 Autres passifs

	Note	Au	
		30 juin 2020	31 déc. 2019
		M\$	M\$
Prêts hypothécaires vendus avec recours		1 680	1 715
Obligations locatives		267	258
Créditeurs		316	256
Comptes de règlement		954	915
Garantie en trésorerie		76	211
Titres de créance	1	340	—
Autres		9	18
Passif au titre des paiements fondés sur des actions		5	11
À la clôture de la période		3 647	3 384

1 Au cours de l'exercice, la banque a conclu une convention d'emprunt avec le Groupe HSBC, laquelle constitue une transaction entre parties liées. Il y a lieu de se reporter à la note 29 pour des renseignements supplémentaires sur les transactions entre parties liées dans le Rapport et états financiers annuels 2019.

12 Juste valeur des instruments financiers

Les méthodes comptables, le cadre de contrôle et la hiérarchie utilisés pour déterminer les justes valeurs au 30 juin 2020 sont les mêmes que ceux appliqués dans le Rapport et états financiers annuels 2019.

Instruments financiers comptabilisés à la juste valeur et selon diverses bases d'évaluation

	Techniques d'évaluation			Total M\$
	Niveau 1 : Cours du marché M\$	Niveau 2 : Données observables M\$	Niveau 3 : Données non observables importantes M\$	
Évaluations récurrentes à la juste valeur				
Au 30 juin 2020				
Actifs				
Actifs détenus à des fins de transaction	3 011	120	—	3 131
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	7	—	7
Dérivés	—	6 634	1	6 635
Placements financiers	21 314	7	—	21 321
Passifs				
Passifs détenus à des fins de transaction	2 305	172	—	2 477
Dérivés	—	6 877	1	6 878
Au 31 déc. 2019				
Actifs				
Actifs détenus à des fins de transaction	4 257	65	—	4 322
Autres actifs financiers obligatoirement évalués à la juste valeur par le biais du résultat net	—	5	—	5
Dérivés	—	3 267	—	3 267
Placements financiers	23 612	33	—	23 645
Passifs				
Passifs détenus à des fins de transaction	2 286	10	—	2 296
Dérivés	—	3 431	—	3 431

Transferts entre les niveaux 1 et 2 de la hiérarchie des justes valeurs

	Actifs		Passifs
	Actifs détenus à des fins de transaction	Placements financiers	Passifs détenus à des fins de transaction
	M\$	M\$	M\$
Trimestre clos le 30 juin 2020			
Transfert du niveau 1 au niveau 2	5	—	42
Transfert du niveau 2 au niveau 1	—	—	—
Trimestre clos le 30 juin 2019			
Transfert du niveau 1 au niveau 2	7	400	2
Transfert du niveau 2 au niveau 1	16	42	—

Des transferts d'un niveau à un autre de la hiérarchie de la juste valeur sont réputés se produire à chaque date de clôture. Les transferts entre les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur résultent essentiellement de l'observabilité des données d'entrée et de la transparence des prix.

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

Les bases d'évaluation de la juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont décrites aux pages 107 et 108 du *Rapport et états financiers annuels 2019*.

Juste valeur des instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur

	Note	Au			
		30 juin 2020		31 déc. 2019	
		Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$	Valeur comptable M\$	Juste valeur M\$
Actif					
Prêts et avances à des clients	1	62 263	62 644	61 922	61 917
Passif					
Comptes des clients		71 704	72 031	62 889	63 166
Titres de créances émis		21 629	22 007	14 594	14 722
Créances subordonnées		1 011	1 024	1 033	1 030

1 Prêts et avances à des clients propres au Canada : valeur comptable de 58 454 M\$ et juste valeur de 58 811 M\$.

Les autres instruments financiers non comptabilisés à la juste valeur sont, de par leur nature, à court terme et leur prix est souvent révisé pour correspondre aux taux courants du marché. Par conséquent, la valeur comptable de ces instruments constitue une estimation raisonnable de la juste valeur.

13 Actions en justice et litiges de nature réglementaire

Dans le cadre normal de ses activités, il est possible que la banque soit engagée dans un certain nombre d'actions en justice ou de litiges de nature réglementaire. De l'avis de la banque, les conséquences de telles procédures, dans l'ensemble, ne devraient pas avoir d'incidence importante sur la situation financière consolidée de la banque ni sur son état consolidé du résultat net.

14 Événements postérieurs à la date de clôture

Le 24 juillet 2020, la banque a déclaré, pour le troisième trimestre de 2020, des dividendes trimestriels réguliers sur toutes ses séries d'actions privilégiées de catégorie 1 en circulation, dividendes qui seront versés, conformément à leurs modalités et de la façon habituelle, le 30 septembre 2020 ou le premier jour ouvrable suivant, à l'actionnaire inscrit le 15 septembre 2020. Puisque les dividendes sur les actions privilégiées pour le troisième trimestre de 2020 ont été déclarés après le 30 juin 2020, leur montant n'a pas été inscrit au passif du bilan de la banque.

Il n'y a eu aucun autre événement important après la date de clôture qui devrait être présenté ou faire l'objet d'un ajustement dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires au 30 juin 2020.

Le 24 juillet 2020, le conseil d'administration a approuvé ces comptes et leur publication.

Renseignements à l'intention des actionnaires

ADRESSES DES BUREAUX PRINCIPAUX

Vancouver

Banque HSBC Canada
885, West Georgia Street, bureau 300
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Tél. : 604-685-1000
Télééc. : 604-641-3098

Toronto

Banque HSBC Canada
70, York Street
Toronto (Ontario)
Canada M5J 1S9

Demandes des médias

Anglais :
604-641-1905
416-868-8282
Français :
416-868-8282

Site Web

www.hsbc.ca

Réseaux sociaux

Twitter : @HSBC_CA
Facebook : @HSBCCanada
YouTube : HSBC Canada

RELATIONS AVEC LES INVESTISSEURS

Pour toute autre demande de renseignements, il y a lieu de s'adresser au service des relations avec les investisseurs, par écrit :

Banque HSBC Canada
Service des relations avec les investisseurs –
Service des finances
4^e étage
2910, Virtual Way
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V5M 0B2
Courriel : investor_relations@hsbc.ca

Autres ressources HSBC

Gestion globale d'actifs HSBC (Canada) Limitée

1 (888) 390-3333

Fonds d'investissement HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 830-8888
www.hsbc.ca/funds

Services de gestion privée de patrimoine HSBC (Canada) Inc.

1 (844) 756-7783

Valeurs mobilières HSBC (Canada) Inc.

1 (800) 760-1180

Pour de plus amples renseignements ou pour connaître l'emplacement de la succursale bancaire de la Banque HSBC Canada la plus près de chez vous, composez le numéro sans frais 1-888-310-4722 ou visitez notre site Internet à l'adresse www.hsbc.ca

Banque HSBC Canada

885 West Georgia Street
Vancouver (Colombie-Britannique)
Canada V6C 3E9
Téléphone: 604-685-1000
www.hsbc.ca